GLASUL MINORITĂŢILOR
LA VOIX DES MINORITÉS
DIE STIMME DER MINDERHEITEN

ANUL / ANNÉE / JAHRGANG IX. FEBRUARIE / FÉVRIER / FEBER 1931. NUMĂRUL / NUMÉRO / NUMMER 2

Écoles des minorités.

Par: **Arthur de Balogh.**

Les dispositions relatives aux écoles, etc., sont précédées de déclarations générales garantissant l'égalité. Le droit concernant les écoles des minorités n'est mentionné qu'à titre d'exemple pour bien préciser en quoi consiste le principe général de l'égalité de droits, respectivement l'application de ce principe.

Cependant, le fait que les ressortissants minoritaires ont à cet égard les mêmes droits que les autres ressortissants n'autorise pas à conlucre que les États sont libres de retirer aux minorités les droits en question, à condition d'agir de la même façon envers les ressortissants majoritaires.

Les dispositions des traités de minorités ont le but de garantir à tous les habitants de l'État la liberté entendue au sens occidental. Cette notion de liberté implique que non seulement les ressortissants en tant que personnes isolées mais aussi leurs groupements ont le droit de créer et d'entretenir des établissements charitables, religieux ou sociaux, ainsi que des écoles. Le „droit égal" revenant aux ressortissants minoritaires ne saurait donc être entendu de telle façon que son exercice est subordonné à la condition que les autres ressortissants jouissent du même droit. L'existence du droit en question est supposée *a priori*, et la disposition visée des traités a pour unique objectif d'exclure toute différenciation au préjudice des minorités.[1]

[1] Bruns a raison d'écrire: „Le texte est tout à fait clair si l'on songe qu'il est d'origine anglaise et que, par suite, il présuppose la liberté qui règne en Angleterre en matière scolaire" (l. c, page 36). L'Angleterre ignore absolument l'institution du monopole de l'enseignement. L'État se borne à contrôler l'activité des associations communales, Églises et sociétés. Cette circonstance a échappé à l'attention de plusieurs auteurs, tels MM. Duparc (La Protection des minorités, page 241), Lucien-Brun (Le problème des minorités, page 158), Auerhan (Die sprachlichen Minderheiten in Europa, p. 81.)

Il n'est pas inutile de souligner ce point puisque les États envisagés ici pratiquent tous sans exception une politique scolaire de centralisation, respectivement ils poursuivent tous l'étatisation de l'enseignement.[1]

Toute autre interprétation de la disposition en cause des traités serait contraire à l'égalité en droit qui constitue le but principal des traités. Les traités formulent l'obligation, pour l'État, d'assurer aux enfants minoritaires seulement l'enseignement primaire dans leur langue ; donc si les minorités n'avaient pas le droit de créer des écoles de degré supérieur avec leur langue comme langue d'enseignement, seule la majorité jouirait de la possibilité d'instruire ses enfants dans leur langue maternelle au-delà de l'enseignement primaire. Ce serait en contradiction avec le principe énoncé dans la première phrase de l'article en question des traités, principe qui exige pour les ressortissants minoritaires le même traitement en droit et en fait que pour les autres ressortissants.

La déclaration des traités relative à l'égalité de traitement doit être interprétée en ce sens qu'on assurera aux minorités la liberté du développement social et intellectuel dont jouissent les personnes appartenant à la majorité. Cette liberté comprend *a fortiori* le droit des minorités à entretenir des écoles ; les lois nationales qui s'y opposent ne sont pas valables au point de vue du droit international.

Le fait que les traités présupposent, en faveur des minorités, le droit de créer et de diriger des écoles, et que par suite les États ne peuvent pas à leur gré accorder ou refuser ce droit, résulte aussi des dispositions des traités, relatives à l'affectation des fonds publics (article 9, alinéa 2, du traité de mino-

[1] L'article 120 de la constitution tchécoslovaque est ainsi conçu : „Créer des établissements privés d'instruction et d'éducation n'est permis que dans les limites de la loi". Le rapport de la commission de la constitution dit à ce sujet : „Le premier alinéa de l'article 120 était rédigé primitivement ainsi : Tout citoyen de la République tchécoslovaque a le droit, dans le cadre des prescriptions générales de la loi, de créer des établissements d'instruction et d'éducation, et d'y enseigner. Par là, la constitution aurait autorisé la création d'écoles privées et, en particulier, d'écoles confessionnelles. Suivant la rédaction actuelle, il n'en est plus ainsi. L'État se réserve la liberté absolue d'organiser l'enseignement comme il le juge opportun". Epstein : Les lois constitutionnelles de la République tchéceslovaque, pages 201 et 202. Toutefois, le traité de minorités envisage les choses autrement.

rités avec la Pologne). Ces dispositions prescrivent que les minorités se verront assurer une part équitable (suivant l'article 10, une part proportionnelle) dans le bénéfice et l'affectation des sommes, qui pourraient être attribuées sur les fonds publics par le budget de l'État, les budgets municipaux ou autres, dans un but d'éducation (ou de religion ou de charité). En formulant la disposition en question, les traités admettaient implicitement que les minorités avaient des écoles.

Le mémorandum que la commission des délégations juives auprès de la conférence de la paix adressa le 10 mai 1919 à la conférence de la paix, et dont l'influence sur les traités de minorités est manifeste, soutient également la thèse que les minorités ont un droit absolu à créer et à diriger des écoles (§ 4 du mémorandum).

Le même droit découle encore de l'article 10 du traité de minorités avec la Pologne stipulant que des comités scolaires désignés sur place par les communautés juives de Pologne assureront, sous le contrôle général de l'État, la répartition de la part proportionnelle des fonds publics assignée aux écoles juives en conformité de l'article 9, ainsi que l'organisation et la direction de ces écoles. D'après le traité de minorités avec la Pologne, le droit des Juifs à créer et à diriger des écoles est donc hors de doute. Nous devons cependant considérer ce droit comme revenant à toutes les minorités en Pologne, non seulement pour les raisons d'ordre général que nous avons développées, mais aussi parce que rien ne nous autorise à supposer que les Puissances aient voulu l'assurer uniquement au profit des Juifs. Créer des écoles n'est point un intérêt spécifiquement juif, ni en Pologne ni ailleurs ; toutes les minorités y ont un intérêt égal. Les dispositions relatives aux comités scolaires créent seules un droit spécial en faveur des Juifs. Comme le traité de minorités avec la Pologne a servi de modèle à tous les autres traités de minorités, il est impossible de supposer que les auteurs des traités aient voulu assurer le droit de créer et de diriger des écoles uniquement en faveur des minorités de Pologne : ce droit doit être considéré comme existant suivant tous les traités de minorités. (Une disposition analogue à celle de l'article 10 du traité de minorités avec la Pologne a figuré aussi dans l'article 10 du projet de traité de minorités avec la Roumanie).

En outre, il ne faut pas perdre de vue que l'autonomie scolaire est reconnue par les traités à certaines minorités expressément nommées (Juifs de Pologne, Sicules et Saxons de Transylvanie, Valaques du Pinde). Il est impossible de supposer que les auteurs des traités aient voulu, d'une part, assurer cette autonomie et, d'autre part, s'en remettre au gré des États en ce qui concerne le maintien du système des écoles privées; il y aurait là une contradiction intolérable. S'il ne dépendait en effet que de l'État d'autoriser ou d'interdire les écoles privées, le droit d'autonomie accordé aux minorités dépendrait également du bon plaisir de l'État; en d'autres termes, les traités auraient garanti aux minorités l'autonomie sur un terrain où elles n'ont pas la liberté de leur mouvement.

D'ailleurs, le fait que les États se sont engagés à subventionner les écoles minoritaires dans un but d'éducation (alinéa 2, article 9 du traité de mi orités avec la Pologne) présuppose que les minorités ont leurs propres écoles. Cette obligation est liée à la condition unique qu'une proportion considérable de ressortissants appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue réside dans les villes et districts en question; aucun doute ne peut donc subsister que les minorités peuvent posséder leurs propres écoles.

Le principe fondamental de l'État moderne, suivant lequel la souveraineté appartient à la nation, c'est-à-dire à l'ensemble des ressortissants de l'État, serait faussé si, dans un État à population mixte, la majorité s'attribuait la souveraineté à elle seule et si elle s'identifiait par là avec l'État. Cette façon d'agir est inadmissible surtout en matière scolaire. La majorité ne peut s'arroger le droit d'exercer un pouvoir directeur sur la vie intellectuelle des minorités de la même manière qu'elle dirige les services publics, l'administration. Dans ces dernières questions, aucune différence n'existe entre les ressortissants; il n'en est pas de même des questions touchant à la vie intellectuelle ou religieuse, chaque élément ethnique ne pouvant se développer qu'en restant fidèle aux traditions de sa civilisation; autrement il court le danger de la dénationalisation. Cette idée se traduit dans la pratique par les écoles minoritaires, car les écoles de l'État, même si la langue de l'enseignement est celle d'une minorité, sont incapables de servir de tout leur être la civilisation de cette minorité. Voilà comment le droit de créer et d'entre-

tenir des écoles devient pour les minorités le droit ayant la plus grande importance politique. C'est ainsi à plus forte raison lorsque les écoles de la minorité en question ont un long et beau passé et si cette minorité est habituée à chercher la satisfaction de ses besoins intellectuels dans ses propres écoles et non pas dans les écoles de l'État (c'est le cas, en particulier, des écoles confessionnelles de Transylvanie).

Pour toutes ces raisons, les droits relatifs à la création et à l'entretien des écoles doivent être considérés comme reconnus sans condition par les traités de minorités; seuls les détails de l'exercice de ces droits pouvant, dans l'esprit des traités, être réglés par les législation nationales. Il va sans dire que les lois de l'État n'ont pas le pouvoir de rendre illusoire l'exercice des droits reconnus en principe.[1]

[1] Il est intéressant de noter que Temperley, ayant en vue le régime anglais, trouve si naturel le droit des minorités à créer, diriger et contrôler des écoles et autres établissements d'éducation qu'il ne mentionne même pas que ce droit revient aux minorités à l'égal de la majorité (ouvrage cité, t. V, p. 134). D'ailleurs, les écoles confessionnelles existent depuis des siècles en Transylvanie et dans les autres territoires transférés à la Roumanie, mais elles ne sont pas inconnues non plus dans un grand nombre d'autres États modernes. Ainsi en Angleterre, elles remontent à un passé très lointain, et, de nos jours, elles gagnent toujours plus de terrain dans les États-Unis d'Amérique. L'hostilité des États signataires des traités de minorités n'est nullement motivée envers ces écoles, car le droit de contrôle de l'État, même sans pointe dirigée contre les écoles confessionnelles, offre des garanties suffisantes pour la sauvegarde des intérêts de l'État.

„Duşmanii ţării noastre".

De **Dr. Elemér Jakabffy.**

Pesti Hirlap, unul dintre cele mai de autoritate ziare din Ungaria, a editat, cu ocazia existenţei sale de 50 ani, un album jubilar — admirabil atât în privinţa conţinutului, cât şi a execuţiei technice — descriind în limbile universale situaţia actuală şi trecutul Ungariei, până la tratatul de pace dela Trianon.

E incontestabil, că scopul acestui album este atragerea atenţiunei opiniei publice din străinătate, asupra propagandei maghiare de revizuire. Din cauza aceasta, redacţia ziarului a trimis câte un exemplar onorific tuturor personalităţilor, cari

stau în fruntea vieții politice, culturale sau economice din străinătate. Firește, cei cari au primit albumul, au trimis, la rândul lor, ziarului scrisori de mulțumire, cari apoi au fost publicate rând pe rând. Și noi am cetit în *Pesti Hirlap* vre-o câteva din aceste scrisori, convingându-ne pe deplin din răspunsurile personalităților marcante din străinătate, că unii simpatizează cu acțiunea revizionistă maghiară, alții întrebuințează numai expresii generale, iar cei mai mulți au adresat pur și simplu cuvinte de curtoazie.

Dupăcum vedem, ziarului național-țărănesc *Chemarea* din Cluj, încă i-au parvenit vre-o câteva numere din *Pesti Hirlap*, în cari au apărut menționatele scrisori de mulțumire. În baza acestora, redactorii – d-l secr. de stat Viorel Tilea e conducătorul spiritual – au aflat de bine, să reproducă și să arate cetitorilor numele acelora, cari au trimis scrisorile cu pricina, demonstrând cetitorilor, că *toți aceștia îmbrățișează ideea revizionismului, declarându-i totodată dușmanii țării noastre.* Reproducem din *Chemarea* lista * următoare, spre a vedea și cetitorii noștri, cum un ziar atât de apropiat de guvern, constată cu atâta ușurință despre personalitățile proeminente ale lumii, că sunt dușmanii României. Dacă într'adevăr toți aceștia au pentru statul nostru sentimente inamice, atunci toți bunii patrioți trebue să fie cuprinși de disperare, pentrucă stând lucrurile astfel, viitorul țării va fi cât se poate de amarnic".

Iată, după ziarul *Chemarea*, lista dușmanilor țării noastre:

În Italia: Balbino Giuliana ministru instr. publice, G. Federzoni președintele Senatului, Facchinetti senator, Cirmeni senator (spune: „Să dea Dumnezeu, ca ziua revizuirii să nu fie prea departe!"), Mazzoni senator, Mauaresi secr. de stat la Min. de Război, Ettore secr. de stat la Min. de Finanțe, Pitacco senator și primarul Triestului, Van Rossun cardinal („Cu rugăciuni calde voi cere lui Dumnezeu, ca poporului maghiar să i-se facă dreptate"), Monti președ. Băncii Com. Italiene, A. Bruschi dir. bibl. regale Florența, Alfieri prof. univ. Milano („Italienii înțeleg și simt durerea Ungariei ciuntite"), Angelini prof. dir. Sindicatului economic fascist, Baronul Lumbrosso, G. Viola prof. med. Bologna.

* Deoarece nu putem constata exactitatea scrierii mai multor nume, le reproducem pe toate întocmai cum au apărut în *Chemarea.*

În Anglia: Lord Curson fost ministru („Mă doare foarte adânc faptul, cum s'a tratat cu Ungaria prin Tratatul Trianonului"), R. Clynes min. de interne al Angliei, Lord Rothermere (a cărui activitate în cauza maghiară e prea bine cunoscută!), Lord De La War ministrul agriculturei, Herbert Bury episcop de Londra, W. R. Inge decanul lui St. Paul, Lord Sydenham, Mary Edith Durham, celebră scriitoare („Pacea dela Trianon trebue revizuită"), J. O. Russel diplomat, Marquess of Crewe f. ministru, Rudyard Kipling, celebru scriitor, Lord Lamington membru al Casei Lorzilor, fost guvernator, C. W. Bourneman membru în Casa comunelor, R. I. Drumond („Sper, că şi în mod paşnic veţi recăpăta Ardealul şi celelalte teritorii pierdute"), Pearce Higginis, Trimity College Cambridge („Mai de vreme sau mai târziu, totuş revizuirea Trianonului va veni"), Sir Sidnez Sow scriitor, Kennworthy („În cauza maghiară va învinge dreptatea: poate peste puţin), E. Outwaithe secretarul lui Rothermere, Eighty Club (unul dintre cele mai mari Cluburi ale Angliei), Sir Robert Donald, Alfred Burt general de cavalerie, Sir Montague Barlow, Near and Middle Eassotion, etc.

În Franţa: De Monzie f. ministru, Contele De Castellane preşed. Camerei, Iustin Godart f. ministru, Anatole Mameau senator, Charles Damièlou deputat, Alcyde Ebray ministru, Canonicul Boassomot, General Hirschauer, P. Delhumeau deputat, Louis Willat prof. univ., Colonel Lamouche, Gustave Hervé primredactorul lui *La Victoire*, Victor Margueritte celebru scriitor („Am pretins şi voi pretinde întotdeauna revizuirea"), Contele Guy de Pourtalès, Jean Zay advocat, Georges Roux publicist, etc.

În America: I. Grant Hinkle secr. de stat al Washingtonului, Geo W. Wickersham min. de justiţie, Fred. E. Lukens secr. de stat al Idahoului, R. C. Dillon guvernatorul lui New-Mexico, Daniel W. Hoan primarul oraşului Milwankee, Frederich M. Saeket min. plenip. al Germaniei, Oliver W. Elsbree prof. univ. de istorie la Pittsburg, James E. Bogle prof. la Staate College New-York, Henry W. Shoemaller ministru, F. M. B. Coleman min. plenipotenţiar („Vă răspund: Aşteptaţi momentul prielnic!"), Rectorul Univ. din Dayton, Louis Casanbon prof. univ. la Montreal, Roger Shaw redactorul lui *Review of Reviews*, Cambria Library Assotiation (Johnstown), Ruth Cramford Nitschell, D. M. Ormond (Canada), Cosmos Club (Washington) etc.

În Germania: Mareşalul von Hindenburg preş. Germaniei, Curtius min. de externe, Bredt min. justiţiei, Hilferdung f. ministru, Groener ministru de războiu, Kardorf preşed. adunării imperiului, von Seeckt min. de războiu, fost com. suprem al armatei, Baron Rheinbaben şef. deleg. germane la Geneva, Heid min. Bavariei, Noske f. min. de războiu, Höpke Ashoff min. de finanţe prusian, Reinecke min. de interne al Badenului, Wallraf f. ministru, von Loebe ministru („Lupta împotriva tratatelor ruşinoase ne este o luptă comună"), Dr. Goebbels şeful partidului socialist, Dr. Kahl, Brüher primarul Drezdei, Odenauer primarul Kölnului, Zechini şeful presei externe, etc.

În Austria: Vaugoin cancelar şi min. de războiu, Ducele de Löwenstein, etc.

În Olanda: Primarul capitalei Haga, Coendrade Geerlicks primredactor („N'am ştiut, că Ungaria a fost ciuntită astfel în teritorii şi populaţia sa"), Ir A van Driel (Haga), H. W. Holtappel prof. Rotterdam, cond. part. social-democrat olandez, etc.

În Belgia: Baronul Iaquemyns f. min. de interne, Pierre Dayé (Bruxelles) („Până ce nu se vor vindeca nedreptăţile tratatelor, întreaga situaţie a Europei nu se poate păstra"), Episcopul de Malines, Directorul Bibl. din Antwerpen, Em. Hegems primredactor („Revizionismul poate conta întotdeauna pe mine ca şi într'un apărător convins şi însufleţit"), Dr. L. Goemand secr. acad. flamande, etc.

Din alte ţări ale Europei: Giuseppe Motta preşed. rep. Elveţiei, Brice guvernatorul Luxembourgului, A. Liapcsev preşed. Consiliului de miniştri bulgar, Athanase Burrof min. de externe al Bulgariei, Berenguer primministru spaniol, Alba min. de ext. spaniol, Contele Penhy Garcia f. ministru Portugalia, Dr. Lruszynszky rectorul Univ. din Lublin, Dr. L. Moltesen min. de externe al Danemarcei, Hans Kyrre primredactor („Ungaria neapărat trebue să-şi recapete teritoriile pierdute şi le va recăpăta prin revizuirea Trianonului"), Ivor Teegon dir. Suedia („Îmi bate inima, dacă mă gândesc la grozavele suferinţe, pe cari a trebuit să le sufere Ungaria. Astfel de nedreptăţi sunt de necrezut şi de neînchipuit"), Valentine Danneire prof. Norvegia („Pe elevii mei i-a impresionat foarte mult faptul nemilos, cum Trianonul a ciuntit teritoriile Ungariei").

Din Asia, America centrală şi America de sud: Hussein

Ali minist. plenip. Paris, Enrique Villegas f. primministru din Chile, Aresteo Ferrasa minist. plenip. al Cubei la Washington, De Blan repr. Cubei la Liga Națiunilor („Aceasta e o operă, albumul, care aduce mare serviciu la toți aceia, cari voiesc să rămâie în atingere cu durerile Ungariei"), T. F. Medina deleg. Nicaraguei la Liga Națiunilor, Ali Abdullah Iusuf minist. Indiei, Londra, Principele Varwaidya deleg. Siamului la Londra, Generalul Tsiang-Tso-Ping deleg. Chinei la Berlin („Sper, că popoarele nu vor întârzia, ca să nu facă dreptatea cuvenită Maghiarilor") etc. etc.

Die deutschen Beschwerden gegen Polen.

Die Verhandlung des Völkerbundrates über drei deutsche Beschwerden wegen der Wahlvorfälle in Oberschlesien, wurde am 21. Januar vormittag in öffentlicher Sitzung des Völkerbundrates unter dem Vorsitz des englischen Aussenministers Henderson eröffnet. Henderson erteilte zuerst dem Berichterstatter, dem japanischen Botschafter in Paris Yoshisawa, das Wort, der lediglich einige Mitteilungen geschäftsordnungsmässiger Natur machte, worauf Henderson Dr. Curtius das Wort erteilte. Dr. Curtius verlas seine Rede aus einem Manuskript, das 31 maschinengeschriebene Seiten umfasste.

– So sehr auch in der Vergangenheit die deutsche Minderheit durch Unterdrückungen und Gewalttaten gelitten hat – begann Curtius seine grosse Rede – so wurde doch alles übertroffen durch das Mass der Leiden, das die deutsche Bevölkerung in Polen vor den polnischen Wahlen über sich hat ergehen lassen müssen. Das Gesamtbild der Geschehnisse lässt deutlich erkennen, dass die Kräfte, die hinter dem Wahlterror standen, offenbar darauf gerichtet waren, eine politische Vernichtung des Deutschtums herbeiführen zu können. Die polnische Regierung hätte nicht nötig gehabt, uns daran zu erinnern, dass eine Minderheitenangelegenheit nicht den Charakter eines Streites zwischen zwei Staaten tragen dürfe, sondern dass sie eine reine Völkerbundangelegenheit ist. Er sei mit dieser Auffassung ganz einverstanden und dränge mit allem Nachdruck darauf, dass der

Völkerbundrat ohne Rücksicht auf das Land, das sich der Sache angenommen habe, gemäss seiner Garantiepflicht für den Schutz der Minderheitenrechte sorge. Er denke nicht daran, zu leugnen, dass das deutsche Volk mit den Deutschen, die jetzt jenseits der Grenze unter fremder Oberhoheit leiden, ein starkes inneres Band verknüpfe. Diese innere Anteilnahme Deutschlands ändere nicht das geringste daran, dass es sich um ein Verfahren im Rahmen des bestehenden Minderheitenrechtes gehandelt habe. Es sei zu befürchten, dass, wenn es dem Völkerbundrate nicht gelinge, ähnlichen Vorkommnissen in Zukunft vorzubeugen und für die Vergangenheit volle Sühne für das Geschehene zu schaffen, das Vertrauen der Minderheiten zum Völkerbund als Schützer ihrer Rechte verlorengehen würde. Die Minderheitenbeschwerden zeigen, dass von der körperlichen Bedrohung bis zu der Zerstörung von Eigentum und jeder Art von moralischem Zwang alle Mittel angewendet worden seien, die Deutschen in Oberschlesien ihrer politischen Rechte zu berauben.

Dr. Curtius beschäftigte sich sodann ausführlich mit den einzelnen Terrorakten und wies darauf hin, dass diese Aktion sich wochenlang fortsetzen konnte, ohne dass der oberste politische verantwortliche Beamte des Gebietes, der Woiwode von Schlesien eingegriffen hätte. Curtius wies sodann auf die Rolle des Aufständischenverbandes bei den Terrorakten hin. Die Erinnerung an die Schreckenstage der Aufstandszeit sei noch in der ganzen deutschen Bevölkerung wach und die Angst vor den Drohungen der Aufständischen sei jedem Kenner der Verhältnisse begreiflich. Die Aufständischenverbände seien eine rein militärische Organisation mit militärischer Befehlsgewalt. Sie finden nicht nur die Unterstützung durch die unteren örtlichen Verwaltungsbehörden, sondern werden auch durch die oberschlesische Woiwodschaft unterstützt. Ehrenvorsitzender des Aufständischenverbandes sei der Woiwode von Schlesien. Sei es ein Wunder, dass bei dieser Sachlage die Angehörigen der deutschen Minderheiten im Wahllokal nur gewagt haben, offen für die Regierungsparteien abzustimmen, als ihnen bewaffnete Aufständische im Wahllokal gegenüberstanden. Es blieb ihnen nichts übrig, als sich im letzten Moment zu entschliessen, von der Möglichkeit der geheimen Stimmabgabe nicht Gebrauch zu machen und offen für die Regierungsparteien zu stimmen. Dr. Curtius ging sodann auf die polnische Behauptung ein, der

deutschen Minderheit sei es nicht schlechter ergangen als anderen Gruppen der Opposition. Welche Methoden die polnische Regierung gegenüber ihrer Opposition für richtig halte, sei ihre Sache. Er sei weit davon entfernt, solche innere Angelegenheiten offen vor diesem internationalen Forum berühren zu wollen. Anders liege aber die Frage allerdings schon hinsichtlich der übrigen Minderheiten, wie z. B der ukrainischen. Wenn sich die aufsehenerregenden Nachrichten, die über die gegenüber den Ukrainern verübten Gewalttaten durch die internationale Presse gegangen sind, bestätigen, so werde sich der Rat gegebenenfalls auch mit diesen Dingen beschäftigen müssen. Auf keinen Fall könne mit dem Hinweis auf die Behandlung anderer Minderheiten das Vorgehen gegen die Deutschen in Oberschlesien entschuldigt werden.

Dr. Curtius ging dann auf die polnische Behauptung ein, dass alle diese Vorkommnisse, deren erheblichen Umfang die polnische Regierung mehr oder weniger bestätigen müsse, auf die deutsche Verantwortlichkeit zurückzuführen seien. Dieser polnische Einwand, der auf die deutsche Revisionsbewegung hinziele, könne hier nicht zur Geltung gebracht werden. Die unveränderliche Haltung aller bisherigen deutschen Regierungen und der Gesamtheit des deutschen Volkes zur Revisionsfrage sei überall in der Welt bekannt. Er sei weit davon entfernt, diese Stellungnahme in irgendeiner Richtung abschwächen zu wollen. Deutschland wolle aber dieses Ziel mit anderen als vertraglichen Mitteln nicht verwirklichen. Schon aus diesem Grunde könne die Erörterung der Revisionsfrage niemals den Anlass oder den Vorwand für eine Unterdrückung der deutschen Minderheit abgeben. Curtius befasste sich dann mit den polnischen Vergleichen zwischen der Lage der deutschen Minderheit in Polen und der polnischen Minderheit in Deutschland und wies darauf hin, dass in Deutschland eine grosszügige Minderheitenpolitik angewendet werde, besonders auf dem Gebiete des Schulwesens und der Vereinsfreiheit.

Der Rat, so führte Dr. Curtius am Schlusse seiner Rede aus, wird zu prüfen haben, ob die Zusicherungen, die von der polnischen Regierung gemacht worden sind und die Sühne für die Schuldigen versprachen, als ausreichend anzusehen sind, um das geschehene Unrecht auch nur einigermassen wieder gutzumachen. Aber auch, wenn auf diese Art für die Vergan-

genheit Sühne geschaffen worden ist, darf der Völkerbundrat es dabei nicht bewenden lassen. Wir haben auch dafür Vorsorge zu treffen, dass ähnliche Vorkommnisse sich in Zukunft nicht wiederholen. Wenn nicht die schuldigen Beamten ohne Rücksicht auf ihre Person bestraft werden, wenn das System in Oberschlesien nicht geändert wird, und wenn nicht eine Gewähr für eine unparteiische Handhabung der Minderheitenschutzbestimmungen gegeben wird, so bleiben die Minderheiten immer wieder der Recht- und Schutzlosigkeit ausgesetzt. Diesem Grundsatz entsprechend wird der Völkerbund seine Massnahmen zu treffen haben.

Nach der Übersetzung der Rede Curtius' ins Französische und Englische, ergriff der polnische Aussenminister Zaleski das Wort zur Beantwortung der deutschen Beschuldigungen. Er ging zunächst auf den Geist der Minderheitenverträge ein. Die Ausschreitungen seien von der polnischen Regierung, so führte er aus, alle nachgeprüft worden, und in einer Reihe von Fällen seien auch Strafmassnahmen ergriffen worden. Man müsse bei der Beurteilung der oberschlesischen Angelegenheit nach den Gründen fragen, aus denen das früher gute Verhältnis zwischen der deutschen und der polnischen Bevölkerung in Oberschlesien sich zugespitzt habe. Man komme dabei, wie es der oberschlesische Volksbund in seiner Petition selber gesagt habe, unbedingt auf die berühmte Rede des Ministers Treviranus, die eine Revisionskampagne gegen Polen eingeleitet habe. Zaleski verlas einen Teil dieser Volkspetition, in dem die Treviranusrede angeführt ist, und schloss daran die Bemerkung, wer unter diesem Zeichen für die Minderheiten kämpfe, der erweise den Minderheiten einen schlechten Dienst. Es komme darauf an, die legitimen Rechte der Minderheiten zu wahren und den Geist fühlender Zusammenarbeit zwischen Minderheit und Mehrheit zu schaffen. Es sei deshalb notwendig, die Minderheiten gegen die unberufenen Beschützer zu beschützen. Ein schlechtunterrichteter Beobachter müsste aus den heutigen Erklärungen den Eindruck gewinnen, als lebten die deutschen Minderheiten in Oberschlesien in einem schlechteren Zustande, als die polnischen Minderheiten in Deutschland. Zaleski wies darauf hin, dass in Deutsch-Oberschlesien nur 27 polnische Minderheitenschulen bestünden, während im polnischen Teile Oberschlesiens über 250 deutsche Minderheitenschulen vorhanden sind. Dieses

Gefühl der Ungleichheit in der Behandlung der deutschen und polnischen Minderheit in den beiden Staaten müsse man ebenso in Rechnung stellen bei der Beurteilung des psychologischen und moralischen Hintergrundes der Angelegenheit.

Am Schlusse seiner Rede, gab Zaleski die Erklärung ab, er wolle nicht in Abrede stellen, dass eine Reihe der in der Beschwerde des oberschlesischen deutschen Volksbundes aufgezählten Fälle wirklich schwerer Natur seien. Er bedauere sie sehr und müsse zugeben, dass verschiedene Bestimmungen der Minderheitenverträge verletzt worden seien. Für die Handlungen der Aufständischen sei aber die polnische Regierung nicht verantworlich. Die Übeltäter seien bestraft und auch zahlreiche Beamte disziplinarisch zur Rechenschaft gezogen worden. Zaleski schloss mit dem neuerlichen Geständnis, dass die Forderungen des deutschen Volksbundes im Grundsatz anzuerkennen seien, und betonte den Willen Polens zur friedlichen Zusammenarbeit im Völkerbunde.

Besonders dieser letzte Teil der Rede des polnischen Aussenministers erregte im Völkerbund erhebliches Aufsehen, da es der erste Fall ist, dass ein polnischer Ratsvertreter öffentlich und spontan zugab, die Minderheitenverträge seien verletzt worden. Mann nimmt an, dass dieses Eingeständnis den Weg zu einer Einigung über die oberschlesische Frage eröffnet habe, umsomehr, als auch Reichsaussenminister Dr. Curtius in seiner Rede keine Forderungen oder formelle Anträge betreffend die Entsendung einer Untersuchungskommission oder ähnliches gestellt hatte.

Nach dem Rededuell des deutschen und des polnischen Aussenministers, wurde die Vormittagssitzung geschlossen.

In der Nachmittagssitzung erhielt sofort nach Eröffnung wieder Dr. Curtius das Wort zu einer energischen Antwort an Zaleski. Er verwies auf die Tatsache, dass seit den Bezirkswahlen im Jahre 1930 bis zu den Sejmwahlen im November desselben Jahres die Zahl der deutschen Stimmen von 190.000 auf 90.000 zurückgegangen sei. Er hoffe, dass der Rat dieses Wahlverfahren einer Untersuchung unterziehe und entschieden verurteilen werde. Der beste Beweis, dass Gewalttätigkeiten vorkamen, seien die Prozesse, die Polen selbst eingeleitet habe. Objektive englische und amerikanische Journalisten hätten über die Vorgänge in Oberschlesien, der Ukraine

und dem Korridor berichtet, und der „Observer" habe ein Eingreifen des Völkerbundes verlangt. Es müsse festgestellt werden, in welchem Zusammenhang die Behörden und die polnische Regierung mit den Gewalttätigkeiten standen. Curtius wies sodann entschieden den Vergleich zwischen den aufständischen Verbänden und dem Stahlhelm zurück. Er selbst habe an der polnischen Grenze Erzählungen darüber gehört, dass die aufständischen Verbände Manöver mit Waffen und Munition an der Grenze abgehalten hätten. Diese Verbände seien für die deutsche Minderheit eine dauernde Bedrohung. Der böse Geist in Oberschlesien sei der Woiwode Graszinski. Curtius erinnerte hiebei an die Steuervexationen gegen den Fürsten von Pless wegen seiner deutschen Gesinnung. Auf das entschiedenste müsse er aber zurückweisen, dass man den deutschen Reichspräsidenten Hindenburg mit dem bösen Geist des Deutschtums in Oberschlesien, dem Woiwoden Graszinski, vergleiche. Das Gerechtigkeitsgefühl und das Verantwortungsbewusstsein Hindenburgs werde in der ganzen Welt anerkannt, und es sei verwerflich, die Person des Reichspräsidenten in die Debatte zu ziehen. Bei allen internationalen Diskussionen sei es üblich, das Staatsoberhaupt aus der Debatte zu lassen. Die Deutschen unterhielten in Oberschlesien 51 polnische Minderheitenschulen, davon würden aber nur 28 benützt, da es die Eltern vorzögen, ihre Kinder in die deutsche Schule zu schicken. Auch in diesem Punkte brächen also die Behauptungen Zaleskis zusammen. Die Stimmung im deutschen Volke über das unerträgliche polnische Unrecht sei überall bekannt. Es sei besser, über diese Frage offen zu sprechen, anstatt sie totzuschweigen und die Atmosphäre noch mehr zu vergiften. Er betone aber nochmals, dass das deutsche Volk sich darin einig sei, die Politik, die es führe, müsse sich auf die Verträge stützen und mit friedlichen Mitteln verfolgt werden. Im übrigen seien die letzten Vorgänge in Oberschlesien nur ein Glied in der Kette der Enttäuschungen, die zur Verdrängung von 750.000 Deutschen aus Polen geführt hatten. Curtius stellte schliesslich mit Genugtuung fest, dass Zaleski die Verletzung der Genfer Konvention eingestanden und angekündigt habe, das Verfahren gegen die Schuldigen sei eingeleitet.

Zaleski ergriff dann das Wort zu einer ganz kurzen Gegenbemerkung. Er behauptete, dass die Agitation für die offene

Stimmenabgabe durchaus legitim gewesen sei. Die Frage Pless werde demnächst im Völkerbundrat behandelt werden. Die Aufforderungen an Pless zur Steuerzahlung seien eingestellt worden. Zaleski zog auch das Beispiel einer polnischen Minderheitenschule in Deutschland heran, um zu beweisen, dass auch in Deutschland manchmal Irrtümer untergeordneter Organe vorkommen. Ich glaube – schloss Zaleski – dass ich alles gesagt habe, was ich auf die Ausführungen des Reichsaussenministers Dr. Curtius zu antworten habe.

Das Publikum blieb noch einige Zeit auf den Plätzen sitzen, weil es glaubte, Zaleski werde weiter sprechen, aber die wenigen Bemerkungen waren seine ganze Antwort auf die Rede Curtius.

Die Resonanz

der Genfer Auseinandersetzung in der französischen und englischen Presse.

Dass der Erfolg bedeutend ist, den *Dr. Curtius* in Genf für die deutsche Sache und die Sache der Minderheiten überhaupt errungen hat, ergibt sich in klarer Weise bei einer Durchsicht der gesamten französischen Presse. Bekanntlich hiess es in der Pariser Presse seit Wochen, dass Deutschland mit Erhebung seiner Minoritätenklage nichts anderes als eine Verwirrung der Revisionskampagne erstrebe. Man sollte annehmen, dass dieser Gedanke anlässlich der Genfer Auseinandersetzung von den Pariser Blättern erst recht vertreten würde. Das Gegenteil ist der Fall, und es ist charakteristisch, dass selbst bei einer Wiedergabe der Erklärung von Dr. Curtius, dass ganz Deutschland ohne Unterschied der Parteirichtung für das Ziel einer Revision im Osten eintrete, die französischen Blätter hervorheben, der deutsche Aussenminister habe besonders betont, dass Deutschland dieses Ziel nur mit Hilfe von friedlichen und legalen Mitteln zu verwirklichen suchen werde. Selbst der *Temps* hebt diese Worte als sehr bedeutsam hervor. Das Blatt stellt fest, dass der deutsch-polnische Streit im Völkerbundrat nicht, wie man hätte befürchten können, einen bedrohlichen Charakter angenommen hätte, obwohl, wie das Blatt vermerkt, die An-

griffe von Dr. Curtius „sehr energische" gewesen wären. Im übrigen verbleibt das Blatt bei seiner bekannten Einstellung, dass Deutschland die Minderheitenfrage bei Durchsetzung „rein politischer Ziele" als Mittel nütze. Sehr interessant ist die Stellungnahme des verbreitesten französischen Blattes, des *Petit Parisien.* Dieses Blatt äussert, das Vorgehen von Dr. Curtius sei von hohem politischen Verantwortlichkeitsbewusstsein getragen gewesen. I. Bois, Verfasser der Ausführungen, hebt aus der Erwiderung des Ministers Zaleski besonders hervor, dass dieser versprochen hätte, alles zu tun, um eine Aussöhnung der deutschen Minderheit mit der polnischen Mehrheit zu erreichen. Es ist dieses in der Tat der Kern der Frage, betont Bois. Wenn in Polen, im Gegensatz zu dem Geiste der Demokratie, die Regierung eigene Volksgenossen unterdrückt – fährt Bois fort – so ist das eine interne Angelegenheit, die das Ausland und den Völkerbund nichts angeht. Wenn aber an den exponiertesten Grenz-Stellen erregte Zusammenstösse die Minderheiten betreffen und den Völkerbund-Mechanismus in Bewegung setzen, so ruft dies nur die Begehrlichkeit des in Frage stehenden Nachbarvolkes hervor. Es sollte dies von einer Regierung, die Wert auf den Frieden legt, eingesehen werden. *Echo de Paris* erwähnt, wie die meisten anderen Pariser Blätter, die in der Rede von Dr. Curtius bekundete Zurückhaltung und Sachlichkeit. Das *Journal des Débats* vermerkt ebenfalls die zurückhaltende Form der Rede des deutschen Ministers, erklärt jedoch den friedlichen Versicherungen von deutscher Seite keinen Glauben zu schenken. Es befindet sich hierin in gewissem Gegensatze zu dem *Journal,* das in der genannten Erklärung von Dr. Curtius eine „mutige Tat" sieht. Eine gesonderte Stellung nimmt selbstverständlicherweise die kommunistische *Humanité* ein, die den Beweis zu erbringen sucht, dass es sich bei den in Frage stehenden Vorgängen nur um die „Verfolgung des Proletariats seitens der kapitalistischen Machthaber" gehandelt hätte, denn die Vertreter der polnischen Arbeiterschaft seien noch weit schlechter als die Deutschen Oberschlesiens behandelt worden. Gabriel Peri erklärt seinen Artikel abschliessend, dass die Warschauer Regierung „in den annektierten Provinzen eine Politik der umfassenden Polonisierung" durchführte.

*

Die *Times*, die, wie bekannt, sich fast nie mit Minderheitenfragen befassen, bringen einen ausführlichen Bericht ihres Genfer Sonderberichterstatters. In den Ausführungen dieses Berichts wird die Rede von Dr. Curtius, deren gemässigte Sprache das Blatt hervorhebt, sehr eingehend behandelt. Der Bericht schliesst mit der Erklärung ab, dass sich bei Behandlung dieser Frage nicht nur um eine Auseinandersetzung zwischen Deutschland und Polen, sondern auch um die Pflicht des Völkerbundes, die Rechte der Minderheiten zu schützen, handle. Es ist ebenfalls bezeichnend, dass die rechts-konservative *Morning Post*, der bekanntlich keineswegs ein Verständnis für die Sache der Nationalitäten und den deutschen Minderheiten gegenüber insbesondere nachgesagt werden kann, die Genfer Auseinandersetzung auf diese Weise charakterisiert: „Es besteht hier überall die Überzeugung, dass trotz des Eingeständnisses von Herrn Zaleski Wiedergutmachungen für das Geschehene zu leisten, eine tatsächliche und umfassende Lösung von Seiten des Rates gefunden werden müsse. Die Situation wird hier als ernster und kritischer, als bei früheren Anlässen, angesehen". Die *Morning Post* vermerkt, ebenso wie die *Times*. noch insbesondere den Fall des Prinzen Pless. Wie stets, so nimmt sich auch dieses Mal der liberale *Manchester Guardian* als Fürsprecher der Minderheiten – ihrer berechtigten Beschwerden – dieser an. Zu Beginn der Ratstagung erhob der *Manchester Guardian* warnend seine Stimme, als er erklärte: Der Völkerbund nähert sich einem kritischen Zeitpunkte seiner Geschichte. Die Mächte beginnen besondere Kritik an ihm zu üben und diese Kritik könnte sich unter bestimmten Bedingungen für seine Existenz verhängnisvoll auswirken... Bei den Minderheitenfragen hat der Völkerbund bisher versagt. Zugegeben, es ist nicht leicht strenge Massnahmen gegen einen Staat wie Polen, das machtvolle Freunde besitzt, zu ergreifen. Wichtig sei es vor allem, dass dem Völkerbund, als Garanten der Minderheitenschutz-Verträge, Vertrauen entgegengebracht werde. Bei Abschluss der Ratstagung spricht der *Manchester Guardian* von einer erfolgten „nützlichen Arbeit" des Rates, der *Manchester Guardian* als gerechter Fürsprecher aller Minderheiten verweist noch insbesondere auf die ukrainischen Beschwerden. Das Blatt schreibt: Die ukrainische Minderheit, die im letzten Herbst einer brutalen „Pazifikation" ausgesetzt war, wird, wie es scheint, die Prüfung ihrer Beschwerden

durch ein sehr strenges Dreierkomitee erreichen. In zwei Monaten treffen sich in London zur Prüfung der Beschwerden die Vertreter Norwegens, Italiens uud Englands, die dann bei der nächsten Tagung des Rates einen Bericht vorlegen werden. Auch andere grosse englische Provinzblätter bringen ausführliche Berichte über die Auseinandersetzung in Genf, wobei in einigen – so in den *Irish Times* – die Kompromittierung des Woiwoden Graszinski, wie sie im Rat erfolgte, noch besonders erwähnt ist.

Die Volkszählung in der Tschechoslowakei.

Erklärungen des Grafen Bethlen.

Im Budapester Parlament erklärte Ministerpräsident Graf *Bethlen* in Erwiderung einer Interpellation inbetreff der Volkszählung in der Tschechoslowakei: Ich will auch den Anschein vermeiden, als ob ich mich in die inneren Angelegenheiten eines Nachbarstaates einmischen wollte, obwohl von der Minoritätenfrage die Rede ist, von einer Frage, in welcher die internationalen Verträge der ungarischen Regierung das Recht des Einspruches sichern. Die ungarische Regierung hat in den konkreten Fällen nicht den Völkerbund angerufen, weil die Minoritäten in der Tschechoslowakei sich selbst mit ihrer Beschwerde an den Völkerbund gewendet haben und dieses Forum daher in der Lage ist, sich mit dieser Frage zu befassen. Es ist nicht Aufgabe der ungarischen Regierung, sondern Aufgabe des Völkerbundes festzustellen, ob jene Missbräuche tatsächlich vorgekommen sind, auf welche sich der Herr Abgeordnete (Pakots) beruft. Ich möchte aber meinen Standpunkt bezüglich der Rechtsfrage präzisieren. In den Minderheitsverträgen ist von einer Volkszählung keine Rede. Man könnte daraus folgern, dass der Akt der Volkszählung mit den Minderheitenverträgen und mit dem Minderheitenschutz in keinem Zusammenhange stehe. Bei einer näheren Untersuchung der Frage müssen wir jedoch zu einer anderen Überzeugung kommen. Die Minderheitenverträge gewähren den Minderheiten gewisse Rechte, darunter auch das Recht des freien Gebrauches der Muttersprache. Darin ist nun

meiner Ansicht nach das Recht enthalten, dass sich jedermann als zu einer Minderheit gehörig betrachten dürfe. Wenn er sich zu einer Minderheit zugehörig erklärt, geniesst er sämtliche Minderheitsrechte und es ist die Pflicht eines jeden Staates, dieses Recht zu achten ... Die Minderheitsverträge stipulieren im allgemeinen ein individuelles und ein kollektives Recht. Individuell ist das Recht sich einer Minorität anzuschliessen. Ein kollektives Recht ist beispielsweise das Schulrecht. In der Slowakei hängt das kollektive Recht davon ab, dass in den betreffenden Gebieten die Verhältniszahl der Minorität wenigstens 20 % betragen muss. Die Feststellung der Verhältniszahl ist für das Kollektivrecht ausserordentlich wichtig. Die uns benachbarten Staaten stellen diese Verhältniszahl nicht auf Grund des individuellen Bekenntnisses, sondern auf Grund von Kriterien fest, die durch objektive Methoden – meiner Ansicht nach aber durch allzu subjektive Methoden – geschaffen werden. Durch diese Methoden ist es vorgekommen, dass Ungarn, die keine Sprache sprechen als ungarisch, die aber einen deutsch oder slowakisch klingenden Namen haben, ihre Kinder nicht in eine ungarische Schule schicken dürfen ... Auch die griechisch-orientalischen und griechisch-katholischen Bürger, die seit undenklichen Zeiten sich als Ungarn bekennen, werden von der ungarischen Minderheit abgetrennt und gelten daher bei der Volkszählung nicht als Ungarn ... Dieses Vorgehen ist eine ausserordentliche Gefährdung der Minderheitenrechte. Denn es hängt vom guten Willen, von der Willkür des Staates ab, ob der einzelne einer Nationalität zugezählt wird, der er nicht angehört und auch nicht angehören will. Durch dieses Tor kann der ganze Minoritätenschutz illusorisch gemacht werden. Wenn der Völkerbund dieses System sich zu eigen macht, dann wäre er nicht ein Garant des Minoritätenschutzes, sondern er würde den Weg zur Ausschaltung dieses Schutzes weisen ... Es handelt sich um eine bedeutende prinzipielle Frage. Die ungarische Regierung muss daher verlangen, dass der Völkerbund in dieser grundsätzlichen Frage dem Standpunkt treu bleibt, der einzig und allein die gewährleisteten Minderheitenrechte sichert.

Die offiziöse «*Prager Presse*» gibt die Erklärungen des Grafen Bethlen unter der Überschrift „Überflüssige Minderheitensorgen" wieder und vermerkt abschliessend redaktionell: „Von kompetentester Seite wurde bereits wiederholt nachgewiesen,

dass die tschechoslowakische Volkszählung vollständig korrekt und auf Grund rein objektiver Masstäbe vorgenommen wurde. Die Interpellation des Abgeordneten Pakots ist eine Einmengung in tschechoslowakische Verhältnisse, die mit aller Schärfe zurückgewiesen werden muss."

Bedrückung der russischen Minderheit in Bessarabien.

Die russische Minderheit in Bessarabien befindet sich in grosser Erregung wegen eines Vorfalles, der sich in Kischineff abgespielt hat. In der Kirche der russischen Minderheit ist der Priester *Poljakow* während des Gottesdienstes von Polizeiagenten und Gendarmen ergriffen, trotz eines Ohnmachtsanfalles aus der Kirche gestossen, verhaftet und zum Polizeikomissariat gebracht worden. Der an dem Gottesdienst teilnehmenden Russen bemächtigte sich eine starke Empörung. Der Vorsitzende des Verbandes der russischen Minderheit in Rumänien *J. M. Zamutali* richtete an den König eine Depesche, in der er wegen religiöser Bedrückung der russischen Minderheit um Hilfe nachsuchte und um Abstellung der Ausweisung des Priesters Poljakow aus Rumänien bat. Die rumänischen Behörden haben die Ausweisung des russischen Priesters zeitweise zurückgestellt. Eine Reihe gesellschaftlicher und professioneller Vereinigungen Bessarabiens erhoben einen Einspruch bei dem Verwaltungsdirektor der Provinz, in dem es heisst: Die öffentliche Meinung von Kischineff, unabhängig von der Nationalität, der Konfession und politischer Auffassungen, ist sehr erregt wegen des bedauerlichen Vorfalls, der in der Kirche der russischen Minderheit stattgefunden hat. Wir, die Vertreter gesellschaftlicher und professioneller Vereinigungen Bessarabiens, können nicht umhin dagegen Einspruch zu erheben, da die Lösung religiöser Fragen durch Anwendung von Gewalt unbedingt zu verurteilen ist. Gegen die Verhaftung des Priesters Poljakow erheben wir entschieden Protest. Die Verhaftung des russischen Priesters, der rumänischer Staatsbürger ist, mit der Absicht ihn aus dem Lande auszuweisen, bedeutet eine offensichtliche Verletzung der gesetzlichen Bestimmung über die Freiheit der Persönlichkeit, wie sie in den Grundgesetzen Rumäniens garantiert wird.

Die «*Dimineaţa*» führt unter der Überschrift „Die Bedeutung des Falles Poljakow in Kischineff" aus: Der Vorsitzende der russischen Minderheit in Rumänien Zamutali hat sich während seines Aufenthaltes in Genf (im September vor. J.) an den Völkerbund wegen der religiösen Bedrückung seiner Volksgenossen in Bessarabien gewandt. Herr Titulescu soll sich angeblich damals an die Regierung wegen Regelung dieser Frage gerichtet haben. Als Minister Michalache in Bessarabien weilte, stellte sich bei ihm eine russische Minderheiten-Delegation mit dem Ersuchen wegen Offenhaltung der russischen Kirche und Aufenthaltserlaubnis für den Priester Poljakow ein. Es scheint, als wenn Innenminister Michalache seine Versprechungen, die er damals gab, vergessen hätte... So hat das offiziell angewandte System seine Früchte getragen.

Nach Meldungen aus Bessarabien würden seitens der Behörden Zamutali, der als Vorsitzender der russischen Minderheit für eine freie Ausübung russischer gottesdienstlicher Handlungen in Rumänien eintritt, verschiedenerlei Schwierigkeiten, seine Person betreffend, bereitet.

„Das legendäre Minderheitengesetz" in Rumänien.

Die *Basler Nachrichten* veröffentlichen eine Korrespondenz aus Rumänien unter der Überschrift „Das legendäre Minderheitengesetz", in der ausgeführt ist:

Es war an dieser Stelle schon des öfteren von dem Minderheitengesetz die Rede, das von den rumänischen Regierungen immer versprochen und nie geschaffen wird. Schon die liberale Regierung, 1927–1928, hatte es zugesagt, war aber gestürzt, ehe sie es vorlegen konnte – gesetzt den Fall, sie habe es ernstlich gewollt. Mit noch grösserem Nachdruck stellte es die im November 1928 ans Ruder gelangte Regierung Maniu in Aussicht, deren Chef einige Jahre früher einen vielbemerkten Vortrag über die Minderheitenfrage gehalten hatte... Aber auch dieses Kabinett liess eine Parlamentstagung nach der anderen verstreichen, ohne den versprochenen Gesetzentwurf einzubringen. Die nach Maniu's Rücktritt im vergangenen Herbst aus derselben Partei – der nationalen Bauernpartei – gebildete Regierung

Mironescu erklärte die Verpflichtung betreffend das Minderheitengesetz aufrechterhalten zu wollen und setzte die rein negative Haltung ihrer Vorgängerin fort... Vor einigen Monaten liess nun die Regierung die Nachricht lancieren, sie werde ein sogenanntes Rahmengesetz schaffen. Das würde nichts anderes bedeuten, als eine neue grundsätzliche Erklärung zugunsten der Minderheiten, wie Rumänien ihrer schon mehrere hat, ohne sie praktisch ins Leben treten zu lassen. Daher sah man in Minderheitenkreisen in der Ankündigung des Rahmengesetzes nichts weiter als eine Vertagung der versprochenen Regelung der Rechtsverhältnisse der Minderheiten ad calendas graecas... In den ersten Februartagen hat dann die rumänische Regierung diese Absicht noch deutlicher enthüllt. Obgleich nämlich die Regelung des Sprachengebrauches vor den Behörden und in den autonomen Verwaltungskörperschaften einen wesentlichen Teil der erwarteten gesetzlichen Regelung bildet, hat die Regierung eine Verordnung erlassen, wonach die Herausgabe von Amtsbescheiden anders als in der rumänischen Sprache gehaltenen, allen Ämtern, auch den Dorfkanzeleien in Minderheitengegenden, kategorisch verboten wird. Es wird also dem angeblich geplanten und angeblich demnächst einzureichenden Gesetz zu ungunsten der nationalen Minderheiten vorgegriffen... Jetzt fehlt nur noch, dass ein Preis ausgeschrieben wird für den Dummen, der noch imstande ist, an die ehrliche Absicht der rumänischen Regierung zu glauben, der Lösung der Minderheitenfrage näher treten zu wollen.

Bedrückung der bulgarischen Minderheit in Rumänien.

Die rumänische Regierung hat das Organ der bulgarischen Minderheit in der Dobrudscha *Edinstvo* (Dobritsch) geschlossen. Die Redaktion dieses bulgarischen Minderheitenblattes, der während der letzten Wochen unausgesetzt Drohungen zukamen, erwartete bereits das Verbot der Zeitung. In der Tat, seitdem der durch Schneewehen gestörte telegraphische Verkehr nach der Dobrudscha wieder aufgenommen werden konnte, war es die erste Depesche von Bukarest nach Dobritsch, die das Regierungs-Verbot des Blattes *Edinstvo* übermittelte. Die Redaktion des

Blattes erhebt entschiedenen Einspruch wegen der erfolgten Ungesetzlichkeit seitens der Regierung und erklärt, dass durch solche Gewaltmittel die bulgarische Minderheitenpresse nicht vernichtet werden könne, wenn die „Intriguen skrupelloser Männer, wie derartige Männer in jeder rumänischen Partei, auch in der national-zaranistischen seien, das Verschwinden der *Edinstvo* erreicht hätten". Nach Einstellung der *Edinstvo*, erscheint nunmehr ebenfalls in Dobritsch täglich das Wochenblatt *Zlatna Dobrudja* unter Leitung des bekannten bulgarischen Minderheiten-Politikers T. Toscheff. Toscheff erklärt in einem Leitaufsatz, dass er ebenso, wie früher die *Edinstvo*, für eine Einigung aller Bulgaren Rumäniens eintreten werde.

Für eine fortschrittliche Nationalitätenpolitik in Ungarn.

Anlässlich eines Artikels des früheren Ministers Dr. A. v. Berzeviczy nimmt der *Pester Lloyd* zu der ungarischen Nationalitätenpolitik redaktionell in der folgenden Weise Stellung:

„Aber ein Fehler, für den sich ein Erklärungsgrund findet, bleibt darum doch ein Fehler. Diejenigen, die der Meinung sind, dass ohne diesen Fehler der Ausgang des Weltkrieges sich für Ungarn vielleicht weniger katastrophal gestaltet hätte, brauchen sich durch die entgegengesetzte Ansicht eines hochgeschätzten Mitarbeiters nicht entwaffnen zu lassen ... Im übrigen kommt es hier nicht auf ein Urteil über die frühere Nationalitätenpolitik an, sondern einzig darauf, wie Ungarn *jetzt* im Hinblick auf die Revisionspolitik seine Nationalitätenpolitik einzurichten hat. Und da meinen wir eben, dass selbst diejenigen, nach deren Ansicht die frühere Nationalitätenpolitik unter den *damaligen* Verhältnissen die richtige war, *jetzt* allen Grund haben, angesichts der *gegenwärtigen* Verhältnisse gründlich umzulernen. Wer die Wiederherstellung des integralen Ungarn will, der muss auch wollen, dass die uns entrissenen Nationalitäten die Wiederangliederung an ihr früheres Vaterland aus freien Stücken herbeisehnen und eben aus diesem Grunde muss der ungarische Staat schon heute seine Nationalitätenpolitik derart einrichten, dass er ihnen durch liberalste Gewährung aller Minderheitenrechte zugkräftig erscheine ... Im entgegengesetzten Falle, d. i. wenn wir in die Fehler der Vergangenheit zurückfallen, wird die Seele der Nationalitäten dem Wiederanschluss an Ungarn widerstreben ..."

Graf Bethlen über die deutsche Minderheit in Ungarn.

Bevor Ministerpräsident Graf Bethlen bei seiner Reise nach Wien den Zug bestieg, gewährte er den Vertretern der Presse über Zweck und Ziel seines Wiener Besuches eine längere Unterredung, in der er sich auch über das ungarländische Deutschtum ausliess. Hierüber erklärte Ministerpräsident Graf Bethlen:

— Österreich und Ungarn knüpfen aber nicht nur wirtschaftliche Zusammenhänge und gemeinsame politische Interessen aneinander. Wie ich schon anlässlich meines Berliner Besuches betont habe, bildet die deutsche Minorität in Ungarn ein starkes Bindemittel zwischen der deutschen und der ungarischen Nation. Dasselbe gilt auch für Österreich und Ungarn. In Berlin und anderwärts habe ich mich in nicht misszuverstehender Weise dahin geäussert, es sei ein eminentes Interesse der ungarischen Nation, dass die deutsche Minderheit sich hier so gut fühle, wie unter den Angehörigen ihrer Rasse. Diese Auffassung wird auch in Zukunft die Minderheitenpolitik in Ungarn leiten. Wenn aber den Minderheiten in ihrer Gesamtheit oder einzeln ein Unrecht widerfährt, das den gesetzlichen Bestimmungen zuwiderläuft, so wird die ungarische Regierung dieses Unrecht ahnden, und zwar mit derselben Strenge, als wenn irgendein anderes Gesetz oder eine andere Verordnung verletzt worden wäre.

Urkunden zu den Kämpfen im Schutze der Minderheitsschulen in Siebenbürgen.

1919 – 1929.

Verfasser: **Dr. Andreas Balázs**
Prälat-Domherr.

II.

Selbst den ungarischen Gemeinden wurde die Unterstützung der Minderheitsschulen unmöglich gemacht. Die Klausenburger Unterrichts-Generaldirektion, welche damals die siebenbür-

gischen Schulangelegenheiten leitete, untersagte gleich in den ersten Jahren den politischen Gemeinden die Ausbezahlung der gewohnten jährlichen Schulunterstützungen.[1] Schulinspektoren (Revisoren) nahmen Schulgebäude in Beschlag oder erklärten konfessionelle Schulen zu Staatsschulen, ohne Befragen der kompetenten kirchlichen Obrigkeit.[2]

Andauernde Sorge der ungarischen Kirchenoberhäupter war, die den Geist der rumänischen Regierung in der Schulpolitik widerspiegelnden Anghelescu'schen Verordnungen [3] zum Zurückziehen oder wenigstens zur Milderung zu bringen. Nach Erfolglosigkeit der diesbezüglichen Bittgesuche und Deputationen vom Jahre 1923, versuchten sie im Laufe des Jahres 1924 jede Möglichkeit benützend, die Regierung zur Nachgiebigkeit zu bewegen und dadurch die fatalen Folgen der Verordnungen von ihren Schulen abzuwenden.

Der Unterrichtsminister hatte aber nicht Nachgiebigkeit im

[1] Kultusminister Banu untersagte mittels Verordnung No. 68.385/1922 alle Zuschüsse, welche die Gemeinden als Patronats-Gebühren den Kirchen beisteuerten.

[2] Die Siebenbürgische Unterrichts-Sektion des Unterrichtsministeriums behandelte in 1920—21 die Staatsschulen mit ungarischer Lehrsprache scheinbar wohlwollend, doch wie die späteren Vorgänge bewiesen, eher um diese bei den gegen die konfessionellen Schulen gerichteten Bestrebungen als Werkzeug benützen zu können. Dies diente zugleich als Vorwand, um den konfessionellen Schulen jene Schulgebäude samt Grundstücken wegnehmen zu können, welche einige politische Gemeinden zu konfessionellen Schulzwecken errichtet hatten, oder welche der Kirchensprengel dem ungarischen Staat mit der Bedingung übergeben hatte, dass diese Schulen auch in Zukunft katholische Lehrer anstellen sollen. Dies war der Fall in Csikjenőfalva und an vielen anderen Orten.

Nach sehr kurzer Zeit, in 1922 begann das Unterrichtsministerium schonungslos die Schulen mit ungarischer Lehrsprache in zweisprachige, oder in rein rumänische umzuwandeln; heute bestehen verhältnismässig wenig Staatsschulen mit ungarischer Lehrsprache. Laut der im Jahre 1928 von kirchlichen Faktoren bezogenen Daten waren insgesamt 200 Staatsschulen mit ungarischer Lehrsprache festzustellen, — insofern überhaupt von rein ungarischer Unterrichtssprache die Rede sein kann, wo doch in jeder Schule die rumänische Sprache und die Nationalgegenstände rumänisch zu unterrichten sind; ausserdem in den ungarischen Schulen während der Unterrichtspause die rumänische Umgangssprache geboten ist. Gegen diese Schulen mit ungarischem Unterricht bestehen in 71 rein oder überwiegend ungarischen Gemeinden ausschliesslich rumänische Schulen, in 36 solchen Gemeinden überwiegend rumänisch unterrichtende Schulen.

[3] No. 100.088/1923 und 100.090/1923. (Siehe höher oben.)

Sinn. Ganz im Gegenteil. Er arbeitete, nachdem die auf gänzliche Verstaatlichung des Unterrichts abzielenden Bestrebungen versagten, an einem Gesetzentwurf, um das Minderheits-Schulwesen zu „ordnen."

Zur Einleitung dessen wünschte er mittels eines neuen Gesetzes erst den Elementarunterricht zu ordnen. Das Gesetz über die Staats-Elementarschulen und die staatlichen Lehrerbildungsanstalten [1] stellte den konfessionellen Unterricht vor abgemachte Tatsachen. Nachdem unser minderheitlicher Volksunterricht in seiner Gänze von diesem Gesetz abhängt, rührt alles Unheil unserer Volksschulen von diesem her.

Vom Minderheitsstandpunkt aus besonders schwierige Punkte sind die bezüglich der Kindergärten, der Einschreibungen in die Elementarschulen und bezüglich der Instandhaltung der staatlichen Volksschulen erbrachten Abschnitte des Gesetzes.

In den, die Kindergärten betreffenden Abschnitten wird die Muttersprache der Minderheiten in staatlichen Kindergärten nicht anerkannt. Es bleibt der Einsicht, dem Wohlwollen der untergeordneten Schulfunktionäre anheimgestellt, ob sie die Sprache des Minderheitskindes hie und da zur Aushilfe gebrauchen wollen. Also müssen ungarische Kinder, die von Haus aus kein Wort rumänisch verstehen, sich mit der Kindergärtnerin, die wieder ungarisch nicht kann, rumänisch verständigen. Nachdem der Besuch des Kindergartens für die Kinder von 5–7 Jahren verpflichtend ist, ja sogar 4–5-jährige ihn besuchen können, muss die Rumänisierung des Ungarntums schon im Kindergarten, in diesem, für jeden Eindruck empfänglichsten Kindesalter beginnen. [2]

Ein anderer schwieriger Punkt des Gesetzes ist, dass die Einschreibungen der konfessionellen Elementarschüler bei der staatlichen Schule jenes Distriktes anzumelden sind, wohin die

[1] Wurde am 24. Juli 1924 mittels königlicher Verordnung No. 2571 kundgetan.

[2] Dies kann nur in geringem Masse ausgeglichen werden durch die im Privatunterrichtsgesetz gegebene Möglichkeit der Errichtung konfessioneller Kindergärten. Einesteils sind die Kirchen, in Ermangelung von Geldmitteln, derzeit noch unfähig Kindergärten zu errichten und wäre auch hie und da die materielle Möglichkeit vorhanden, so bekämen sie regierungsbehördliche Erlaubnis hiezu entweder sehr spät, oder überhaupt nie. Andererseits sorgte das Partikular-Schulgesetz auch da für Einschränkung der Muttersprache der Minderheiten: wenn Kinder rumänischer Abstammung den Kindergarten der Minderheit besuchen, so erfolgt der Unterricht rumänisch.

betreffende Partikularschule (konfessionelle Schule) gehört, in welche die Minderheitseltern ihre Kinder einschreiben wollen. Diese Verfügung bietet den Staats-Schulbehörden die Möglichkeit zu unerdenklichen Chicanen gegenüber jenen Eltern, die ihre Kinder in konfessionelle Schulen einschreiben lassen wollen.[1]

Die verhängnisvollste Verfügung des Gesetzes ist aber doch die bezüglich der Errichtung und Erhaltung der staatlichen Schulen. Der Unterhalt des staatlichen Elementarunterrichtes obliegt, mit Ausnahme des Lehrergehaltes, den Gemeinden. Die Gemeinde ist verpflichtet die Schulräume, die Wohnung des Lehrer-Direktors zu erbauen, instand zu halten, die Schule mit Mobiliar, mit Lehrgerät zu versehen, für Beleuchtung und Heizung zu sorgen, Bücher, Drucksorten zu beschaffen, Schuldiener zu bezahlen etc. Diese Verfügung des Gesetzes erschwert den Gemeinden ungarischer Minderheit die Erhaltung eigener konfessioneller Schulen ungemein, von deren Errichtung gar nicht zu sprechen.[2]

Nach dem in solchem Sinne entstandenen Volksschulgesetz erschien in den letzten Monaten des Jahres 1924, resp. ersten Monaten 1925 zur Regelung der Minderheits-Schulangelegenheiten der *Gesetzentwurf über den Partikularunterricht.* Nachdem es sich darin über Minderheitsschulen handelte, berief der Unterrichtsminister die Vertreter sämtlicher ungarischer Minderheitskonfessionen, die Schulen erhalten, nach mehrmaliger Reklamation der Letzteren, für den 29. April 1925 nach Bukarest.

Die Vertreter der vier angeschlossenen Bistümer (dessen

[1] Es geschah des Öfteren, dass Lehrer der Elementarschulen, unter verschiedenen Ausflüchten, die Anmeldung der Einschreibung in die konfessionelle Schule verweigerten und eigenmächtig ganze Scharen von Kindern in die Staatsschule einschrieben, sie unter Drohung von Strafen dahin zwingend. Von einer ganzen Masse von Eltern, die ihre Kinder doch nicht in Staatsschulen schicken wollten, wurden hohe Geldbussen behoben.

Dieses zielbewusste Vorgehen zog auch das Sistieren konfessioneller Schulen nach sich. Es ändert nichts am Wesen der Frage, dass der Unterrichtsminister der Maniu-Regierung das Eintreiben der Geldstrafen provisorisch einstellte.

[2] Der Minister Anghelescu verordnete sofort, ohne die im Gesetz vorbedungenen 5 Jahre abzuwarten, in den ungarischen Gegenden, insbesondere dem Székerland, in jeder Gemeinde die Errichtung einer Staatsschule, dort wo keine vorhanden war, ohne Rücksicht darauf, ob eine konfessionelle Schule dort bestand. Daraus entstand den Dorfbewohnern ungemein viel Plackerei und übermässige Belastung.

von Siebenbürgen, von Grosswardein, von Szatmár und von Temesvár) hatten schon vorher, am 26. November 1924 an einer vom Minister in Bukarest zusammenberufenen Besprechung teilgenommen, wobei der Minister die wichtigeren Punkte des Gesetzentwurfes in Prinzip bekanntgab. Nachdem aber der Minister, trotz wiederholten Drängens der Kirchenvertreter, nicht geneigt war, den Gesetzentwurf zum Durchstudieren, mindestens auf 24 Stunden zur Verfügung zu stellen, erklärten diese ihre Stellungnahme bis nach Übergabe der volltextlichen Gesetzvorlage aufzuschieben, versäumten aber nicht, gegen die, schon laut wörtlicher Bekanntgabe in hohem Grade beschwerlichen Punkte, dem Minister und mehreren seiner Kollegen ihren schriftlichen Protest einzureichen. Dasselbe taten auch die Sachsen, denen der Minister seinen Gesetzentwurf in gleicher Weise am 24 - 25. November kundgab. In den 24 Punkten der Eingabe der Katholiken an den Minister waren die hauptsächlichsten, die Schulen betreffenden Wünsche der Minderheiten enthalten. Der an der neuerlichen (am 29. April 1925) Besprechung vorgelegte Gesetzentwurf blieb ebenso verletzend und entrechtend, wie er gelegentlich der am 26. November stattgehabten Besprechung befunden wurde. Obwohl die Kirchenvertreter auch diesmal Zeit zum Durchstudieren des Gesetzentwurfes baten, übergab der Minister ihn doch nicht, sondern begann sofort mit einer zusammenberufenen Anquète dessen Besprechung. Nachdem ohne vorhergehende Durchsicht die Möglichkeit ernsten Verhandelns ausgeschlossen war, sahen sich der Oberhirt des Siebenbürger Bistums, Bischof Graf Majláth und der Bischof des reformierten Kirchendistriktes Karl Nagy genötigt, sich von der Verhandlung zu entfernen. Der Minister brachte die dringend abgehandelte Vorlage schon am 9. Mai vor den Senat.

Der römisch-katholische Status wandte sich sofort, als ihm die zur Tagesordnung gebrachte Gesetzvorlage zu Gehör kam, telegrafisch an Ministerpräsident Brătianu und an den Präsidenten des Senates (am 12. Mai) um Aufschub der Verhandlung bittend.[1] Doch der Senat sprach die ausserordentliche Urgenz der Vorlage aus und liess sie nach viertägiger Verhandlung (15., 16., 18., 19.) votieren.

[1] Nachdem dies nicht geschah, brachten wir vor den Senat eine Deklaration, die Senator Stefan Pál seitens der Ungarischen Partei bei der Verhandlung vorlas.

Die Erhalter der konfessionellen Minderheitsschulen trachteten mit unermüdlicher Tätigkeit im Anschluss an das Partikularunterrichtsgesetz, die Regierung zur Schaffung eines solchen Schulgesetzes zu bewegen, wobei die konfessionelle Schulung mit Minderheitslehrsprache zumindest gesichert wäre. Nach den gemachten Erfahrungen war es ihnen klar, dass sie jene autonomische Freiheit, die zurzeit des ungarischen Regimes nicht nur die ungarischen, sondern auch die rumänischen und sächsischen konfessionellen Schulen genossen, niemals erhoffen könnten. Demnach trachteten sie alles Erdenkliche zu versuchen, um wenigstens die Mässigung der, auf die Minderheitsschulen vernichtenden Abschnitte des Entwurfes zu erreichen, andererseits die Schulfrage womöglich hierzulande zur Lösung zu bringen – die Klage vor den Völkerbund umgehend – obwohl der internationale Minderheitenvertrag sie dazu ermächtigte. Sie reichten unentwegt Bittgesuche ein, entsandten Deputationen, verfassten Entwürfe und sandten auch diese ein.[1] Alles vergeblich. Die Regierung hielt starr an ihrem Gesetzentwurf fest. Jene Zahl der Rumänen, auf die sich die Regierungspolitik stützt, konnte keineswegs zulassen, dass die ungarische Sprache und Kultur in der Schule ihren festen Schutzwall behaupte.

[1] Zur Besprechung am 29. April begab sich unser Oberhirt mit ausgearbeiteten Entwurfspunkten, mittels welcher, hätte die Regierung sie angenommen und ihnen die Form eines Gesetzartikels gegeben, die Minderheitsschulfrage bei den obwaltenden Verhältnissen eine beruhigende Lösung erfahren hätte. Und als der Minister, trotz aller Bitten, die Gesetzvorlage doch durch den Senat votieren liess, wurden auf Grund der Vorlage, für den Fall, dass dieser Gesetzentwurf und andere zurückgewiesen werden, zu jedem Gesetzabschnitt Abänderungen verfasst. Abgeordneter Josef Sándor von der Ungarischen Partei begann gelegentlich der Besprechungen des Entwurfes in der Kammer auf Grund der Vorlage zum Schutze der ungarischen Schule einen erbitterten Wortkampf. Die um die Gesetzvorlage im Parlament und in der Presse entstandene Polemik verschonte auch nicht die Schulpolitik des gewesenen ungarischen Regimes; in der Begründung des Gesetzes übte Anghelescu sogar scharfe Kritik an ihr, indem er besonders das sogenannte Apponyi'sche Schulgesetz vom Jahre 1907 unterdrückend und ungeheuerlich nannte, obzwar der Verfasser dieser Zeilen in einem schon in 1923 erschienenen Zeitungsartikel bewiesen hatte, dass das ungarische XXVII. Gesetz vom Jahre 1907 inbezug auf den Unterricht ungarischer Lehrgegenstände und ungarischer Sprache bedeutend milder war, als die Anghelescu'schen Verordnungen. Die Minderheiten stellten Anghelescu wiederholt den Antrag, er solle doch die „ungeheuerlichen" ungarischen Schulgesetze übernehmen und auf die Minderheiten anwenden, darauf reagierte er aber gar nicht. Dieselbe Aussage enthält das Begleitschreiben, das an den Völkerbund gerichteten „Mémoire" beigeschlossen wurde. (Siehe weiter unten das Dokument No. XX). Dokum. No. XVII. Dokum. No. XVIII.

Vor dem Richtstuhl der Geschichte lastet auf der rumänischen Regierung schwere Verantwortung – dies stellten vorurteilsfreie Faktoren des Rumänentums im Parlament und in Zeitungen fest – wegen ihrer engherzig chauvänen Schulpolitik gegenüber den Minderheiten.[1]

Die Führer des röm. kath. Status in Siebenbürgen, sowie die der reformierten und unitarischen Konfessionen beschlossen einstimmig, da sie den durch den Gesetzentwurf auf die konfessionellen Minderheitsschulen verübten Schlag nachfühlten, sich mit gemeinsamer Bitte an den Völkerbund in Genf zu wenden, um die Gefahr von ihren Schulen wenn möglich abzulenken. *So entstand am 6. Mai 1925 die vorausgehende Eingabe der siebenbürgischen katholischen, reformierten und unitarischen Konfessionen der Minderheit, worin sie, nebst Bekanntgabe des Gesetzentwurfes, den Schutz des Völkerbundrates erbaten.*

Zugleich berief die Leitung jeder Konfession ihre Gläubigen zu einer Generalversammlung um die Geschehnisse bekanntzugeben und von den Gläubigen moralischen Beistand zu bitten.

Unser Oberhirt berief auch *die Mitglieder des Siebenbürger röm. kath. Status zu einer ausserordentlichen Generalversammlung* am 14. Mai. Das Protokoll der Generalversammlung enthält in seinen beigelegten Teilen den wesentlichen Inhalt der vorausgehenden Eingabe nach Genf, womit die Bekanntgabe der Verfügungen des Gesetzentwurfes an der Statusversammlung wesentlich übereinstimmt.

Dokum. No. XIX.

Die an der Statusversammlung erschienenen 53 kirchlichen, 60 weltlichen, zusammen 113 Statusmitglieder nahmen die nach Genf getanen Schritte mit einmütiger Zustimmung zur Kenntnis und forderten den Direktionsrat auf, die für nötig befundenen weiteren Schritte beim Völkerbund auch zu unternehmen. Der Versuch unseres, von der Statusversammlung zur Senatssitzung eilenden Oberhirten, der Gesetzentwurf solle nur auf die eigentlichen Privatschulen bezogen, das Rechtsverhältnis der konfessionellen Schulen solle mit einem separaten Gesetz geregelt werden, blieb erfolglos.

Die Sachlage erforderte also, dass die weiteren Schritte getan werden. Nachdem die vorangehende Eingabe zum Völker-

[1] **Die spätere Maniu-Regierung trachtete den Minderheiten gegenüber mehr Verständnis zu bezeugen, wozu die vonseiten seiner Partei geschaffenen Karlsburger Resolutionen ihn verpflichteten — doch war auch damals keine wesentliche Änderung zu beobachten.**

bund nur bestimmt war, die Aufmerksamkeit zu erwecken, konnte eine detaillierte Erläuterung nicht ausbleiben. Dies geschah in einem *französischen Memorandum datiert vom 12. August 1925, welches Dr. Arthur Balogh, ehemaliger Universitätsprofessor in Klauseuburg und der Verfasser dieser Zeilen am 15. September im Auftrage der Konfessionen persönlich dem Rat des Völkerbundes überreichten.*[1]

Sieben Monate vergingen seit dem Votieren der Gesetzvorlage im Senat bis zu deren Vorlage in der Kammer. Bedeutendes Vorkommnis dieses Zeitraumes war jene Konferenz, welche die Führer der Konfessionen im November mit Minister Anghelescu abhielten. Den Anlass hiezu gab die, gelegentlich des Einreichens der Denkschrift in Genf getane Äusserung des Aussenministers Duca: die Minderheiten sollten trachten, ihre Angelegenheiten nicht in Genf, sondern in Bukarest zu erledigen; seine Türe wäre offen. Durch Vermittlung des Präsidenten der Ungarischen Partei, Stefan Ugron, konferierte Duca in Bukarest tatsächlich mit Bischof Majláth um den 16. Oktober.

Vorerst erkundigte sich der Bischof, nun schon zum zweitenmal, ob die Regierung nicht geneigt wäre, den Standpunkt anzunehmen, das Partikular-Schulgesetz hätte nur Bezug auf die im engeren Sinne genommenen Privatschulen und nicht auf die konfessionellen Schulen, bezüglich welcher ein neues Gesetz zu schaffen wäre. Danach überreichte er Duca eien

[1] Das Memorandum ist betitelt: „Mémoire Supplémentaire à la pétition adressé par les représentants légaux des Eglises minoritaires hongroises, catholique-romaine, réformée (calviniste) et unitaire en Transsylvanie au Conseil de la Société des Nations au sujet du projet de loi concernant l'enseignement privé." Unterzeichnet haben es: Gustav Karl Graf Majláth, röm. kath. Bischof von Siebenbürgen, Josef Ferencz, unitarischer Bischof, Baron Gabriel Jósika, weltlicher Präsident des Siebenbürger röm. kath. Status, Karl Nagy, reformierter Bischof, Graf Edmund Bethlen, Obervorstand des siebenbürgischen reformierten Kirchendistriktes, Baron Koloman Petrichevich-Horváth, Obervorstand des unitarischen Kirchendistriktes.

Nachdem der Druck der Schriften in Genf mehrere Tage beanspruchte, hielten es die Delegierten für angezeigt, zur Beleuchtung der inzwischen eingetretenen Ereignisse und der Denkschrift am 7. September eine kurze Eingabe zu verfassen. Die „Mémoire" ist hier wegen ihres grossen Umfanges nicht wiedergegeben, deren kurzgefasster Inhalt jedoch in dem Bericht, vom Verfasser dieser Zeilen dem Direktionsrat des Siebenbürger röm. kath. Status am 10. Oktober 1925 vorgelegt, enthalten, welcher hier ebenfalls beigeschlossen ist. Dokum. No. XX. Dokum. No. XXI.

Auf diese „Mémoire" der Konfessionen reichte die rumänische Regierung am 1. Dezember 1925 ebenfalls eine Denkschrift an den Völkerbund ein, deren kurze Erläuterung hier auch Platz findet. Dokum. No. XXII.

Denkschrift, welche in drei Hauptpunkten das Material umfasste, worüber die Vertreter der Minderheitskirchen mit den Vertretern des Unterrichtsregimes hinsichtlich der Umgestaltung des Gesetzes zu konferieren wünschen. Duca verständigte den Bischof am 23. Oktober telegrafisch, der Unterrichtsminister erwarte die Vertreter der Minderheiten in der Zeit nach 28. Oktober. Die Vertreter der katholischen, reformierten und unitarischen Konfessionen begaben sich unter der Leitung des Bischofs Majláth am 3. November zur Beratung nach Bukarest. Die Regierung war durch Unterrichtsminister Anghelescu und seine Fachleute vertreten.

Dokum. No. XXIII. Die Kirchenvertreter wünschten dem, in den *beigeschlossenen Punkten* enthaltenen prinzipiellen Standpunkt bei der Konferenz Geltung zu verschaffen. Nach der 3 Tage dauernden, schwierigen Konferenz, während welcher die Kirchenvertreter auf Grund der obigen Punkte und der erwähnten eigenen Gesetzvorlage fast jeden Abschnitt besprachen, diktierte Minister Dokum. No. XXIV. Anghelescu das „Übereinkommen" *zu Protokoll* und die Vertreter beider Parteien unterzeichneten das aus 19 Punkten bestehende Protokoll, die Kirchenvertreter mit dem nachdrücklichen Vermerk, sie würden trachten, die Annahme der Punkte bei den kompetenten Faktoren durchzusetzen. Die Vertreter der Regierung unterfertigten mit dem Vermerk, die Punkte werden im Verlauf der Verhandlung des Partikular-Schulgesetzes in der Kammer in das Gesetz aufgenommen, jede gegenteilige Verfügung würde daraus gestrichen und auch die Weisung zu dessen Vollstreckung werde dem entsprechen.[1]

Die Organe der Minderheitskonfessionen (der Direktionsrat des röm. kath. Status, der Direktionsrat des reformierten Kirchendistriktes und der hohe Rat des unitarischen Kirchendistriktes) erachteten das Protokoll für nicht befriedigend. Der berechtigte Wunsch der Kirchen blieb in den wesentlichsten Fragen des Minderheitsprinzipes unerfüllt. Der Unterricht der rumänischen Nationalgegenstände in rumänischer Sprache bestand weiter, obzwar die Abschaffung dieser rumänisierenden Verfügung ein Schwerpunkt des Schulkampfes war. Aufnahme von Privatschülern, Abhalten von Privatprüfungen, Aufnahme von Schülern

[1] Die Kirchenvertreter nahmen also die Punkte nur bedingungsweise, von der Zustimmung des röm. kath. Status, resp. des protestantischen Kirchendistriktes abhängig, an.

jedweder Sprache und Religion ist auch weiterhin unmöglich, mithin die Unterrichtsfreiheit von Grund aus bedroht. Der Direktionsrat des Status brachte dies am 20. November in protokollarischer Resolution zum Ausdruck und sandte dies, samt den bezüglichen Punkten an Ministerpräsident Brătianu, an die Minister Duca und Anghelescu.[1]

Bischof Majláth setzte mit Hilfe des Direktionsrates Dr. Elemér Gyárfás die Verhandlungen in Bukarest fort. Bei diesen Konferenzen erreichten sie, laut der am 3. Dezember zu Protokoll gebrachten Punkte, bedeutend mildernde Abänderungen einiger Gesetzabschnitte. Der Bischof reichte auch *zu König Ferdinand I ein Gesuch* im Interesse der ins Gesetz aufzunehmenden Punkte ein.

Mittlerweile begann auch die Kammer am 2. Dezember über die Gesetzvorlage zu konferieren, wo Anghelescu sie ebenso plötzlichen Enschlusses unterbreitete, wie vordem im Senat.

Die drei Schulerhälter der ungarischen Minderheit (röm. kath., ref., unitar.) hielten es für ihre Pflicht, den Völkerbund von den Bukarester Konferenzen zu verständigen, insbesondere, um von der friedlichen Absicht der Konfessionen Beweis zu liefern und um ein befriedigendes Resultat zu erreichen.[2] Am 11. Dezember 1925 wurden das 19 Punkte enthaltende Protokoll (XXIV.) und die, die diesbezügliche Stellungnahme der Kirchen bezeugenden Protokolle nebst kurzem Begleitschreiben in Genf eingereicht.

Die Hoffnung der Konfessionen, der Minister werde die Punkte des Übereinkommens wenigstens in die Weisung zur Vollstreckung des Gesetzes aufnehmen, verwirklichte sich überhaupt nicht, obwohl sie in diesem Sinne am 12. März 1926

[1] Vom selben Standpunkt aus tat die Leitung der reformierten und unitarischen Konfessionen ein Gleiches.

[2] Die Kirchenvertreter sahen klar voraus, dass Anghelescu das „Übereinkommen" sofort in Genf präsentieren werde, was auch unter der Vorspiegelung geschah, als wären die Wünsche der Kirchen erfüllt.

Gegenüber dieser vorausgesehenen, nicht entsprechenden Einstellung war es nötig, die Wahrheit getreu wiedergebende Information zu erteilen.

Die Punkte des Übereinkommens wurden im Gesetz gar nicht, oder sehr mangelhaft aufgenommen, weshalb der Verfasser dies in einem an den Direktionsrat des röm. kath. Status am 12. Jänner 1926 erstatteten Bericht meldete. *Der Bericht ist hier reproduziert.* Dokum. No. XXV.

Offensichtlich war das Übereinkommen vonseiten Anghelescu's nur für den Genfer Gesichtspunkt inszeniert, ohne den ernsten Willen der Durchführung.

Dokum. No. XXVI. *zum Rat des Völkerbundes eine neue, nun schon dritte Eingabe* sandten, zugleich den Rat um Aufschub der Entscheidung von der März-Sitzung bittend.[1] Die fortgesetzten Unterhandlungen bei der Regierung halfen nichts; jede Bemühung, die Regierung wenigstens zum Einhalten der, in den ihrerseits diktierten Punkten und in den darauffolgenden Besprechungen getanen Versprechen zu bringen, blieb ganz vergeblich.

Wie aus allem Bisherigen ersichtlich, brachte das Gesetz die Minderheitenschulfrage nicht nur zu keinem Ruhepunkt, sondern bedeutete einen entschiedenen Rückschritt, nicht bloss gegenüber der, im Pariser Vertrag gesicherten Schulautonomie,[2] sondern auch gegenüber der, zurzeit des ungarischen Regimes genossenen Unterrichtsfreiheit der Minderheitsschulen.[3]

Die Vollstreckungsweisung ist noch ungünstiger.[4] Sie

[1] Auf die zum Völkerbund eingereichte Klage der Konfessionen kam überhaupt keine unvermittelte Antwort. Darauf war, mit Rücksicht auf das beim Völkerbund gepflogene Verfahren, nur in dem Falle zu rechnen, wenn die Klage in der Ratssitzung des Völkerbundes besprochen worden wäre. Es kam aber nicht dazu, nachdem die Dreierkommission, der die Angelegenheit zur Vorbereitung übergeben war, das Unterbreiten der Klage vor den Völkerbundrat nicht für begründet hielt. Solcherart erhielten die Minderheitskirchen nur vermittelt Kenntnis von der „Antwort", welche das Sekretariat des Völkerbundes der rumänischen Regierung erteilte.

Dokum. No. XXVII., XXVIII. Diese Antwort, richtiger *Protokoll des Dreierkomités* teilt der Verfasser übersetzt, samt mit dem, auf die Antwort bezüglichen Zeitungsartikel des Verfassers mit.

[2] Laut § 9 dieses Vertrages besitzen die Minderheiten das Recht, Schulen mit eigener Lehrsprache zu errichten, zu erhalten, zu leiten und zu beaufsichtigen; laut § 11 haben die Székler und sächsischen Körperschaften in Unterrichts- und Kultusangelegenheiten das Recht der lokalen Autonomie.

[3] Die ungarische Minderheit Rumäniens wäre nur zu froh, könnten ihre Schulen dieselbe Unterrichtsfreiheit geniessen, welche die rumänischen konfessionellen Schulen unter der Herrschaft Ungarns besassen. Anghelescu deklamierte fortwährend von der greulichen Unterdrückung zurzeit des ungarischen Regimes, wenn von der Behandlung der Minderheitsschulen vonseiten der rumänischen Regierung die Rede war. Weshalb wandte er jetzt den ungarischen Minderheitsschulen gegenüber nicht dieselben Massregeln, dieselbe Behandlung an, welche die ungarischen Gesetze vorsahen und die ungarischen Behörden den rumänischen konfessionellen Schulen gegenüber anwandten? Wir baten ihn doch schriftlich offiziell mit Nachdruck, er möge die bezüglichen ungarischen Gesetze Wort für Wort übernehmen und derart anwenden, wie sie die ungarischen Behörden bei den rumänischen Schulen anwandten.

[4] Erschienen im Monitorul Oficial (Amtsblatt) vom 10. März 1926. Die Hoffnung des Dreierrates vom Völkerbund, dass „die Weisung die wiederholten Versicherungen der Regierung bestätigen werde, laut welchen die Schulen der Minderheiten in verständnisvollem Geiste behandelt werden", war nicht durch die Vollstreckungsweisung erfüllt. Alsbald verwirklichte sich aber,

nahm nicht nur fast garnichts von den versprochenen Milderungen auf, sondern enthält im Gesetz nicht vorhandene, neue Verfügungen, andererseits bürdet sie den Minderheitsinstitütionen hinsichtlich der administrativen und pädagogischen Aufsicht, selbst den Geist des Gesetzes übersteigende, strenge Verfahren auf.

Das Partikular-Schulgesetz – wie in der für unseren Direktionsrat verfassten Eingabe [1] über die Mémoire darauf hingewiesen wird – zwängt nun schon mit der Kraft des Gesetzes, die Minderheitsschulen hinter immer engere Schranken; es fasst ja zusammen die seit 1919 vonseiten der rumänischen Unterrichtsregierung gegen die Minderheitsschulen gerichteten Verordnungen hinsichtlich der Instandhaltung der vorhandenen Schulen, Errichtung von neuen Schulen, hinsichtlich des Öffentlichkeitsrechtes der Schulen, der Leitung derselben, hinsichtlich der Abhaltung von Ergänzungs , Ersatz- und Aufnahmsprüfungen und bezüglich des Lehrplanes.

Ausserdem wird infolge dessen, dass der Unterricht der vier rumänischen Nationalgegenstände rumänisch obligat ist und infolge der verschiedenen Einschränkungen hinsichtlich der Lehrsprache der Schulen, durch die Umgestaltung der Schulen in zweisprachige, durch den Ausschluss der Privatschüler, durch fast totales Aufhören der Schulautonomie, durch die Verfügungen des Gesetzes, unterstützt durch strenge Verfahren, die Seele, die Lebensbasis der Schulen bedroht, – zu alledem wahrhaften Schulabsolutismus schaffend.[2]

Ein wahres Babel brach über die Minderheitsschulen herein. Es begannen endlose Verfahren bezüglich der Anerkennung der

worüber das Komité höchst vorsichtigerweise sagte, es wäre verfrüht, hierüber zu verhandeln; „die Befürchtungen der Bittsteller verwirklichten sich unglücklicherweise", die Unterrichtsbehörden machen von dem „sehr strengen Kontrollrecht", welches das Gesetz ihnen sichert, den Geist des Gesetzes noch übertreffend, Gebrauch.

[1] Siehe Schriftstück No. XXI.

[2] Keineswegs übertreibende Feststellungen. Sie sind durch die seither eingetretenen Schulbegebenheiten bestätigt. Hier übergebe ich dem rumänischen Abgeordneten Ghiţa Pop, der vor dem Berichterstatter einer Zeitung die Notwendigkeit des Erlernens der rumänischen Sprache hervorhebend, über die Minderheitsschulpolitik folgendes aussagte: „Meiner Ansicht nach ist die Zweisprachigkeit überhaupt verwerflich. Man kann in einer Schule nicht in zwei Sprachen vortragen... Die Aufgabe der Schule ist nicht, die Minderheiten zu entnationalisieren. Der Zweck der Schule ist, die Kinder auf den Lebenskampf vorzubereiten. Wer also aufrichtig und ohne jeden Hintergе-

Wirkungsfreiheit und des Öffentlichkeitsrechtes der Schulen mit undenkbaren Plackereien und unerfüllbaren Forderungen.[1]

Die Öffentlichkeitsangelegenheit der Schulen ging von 1926 an unglaubliche Schwankungen durch: da waren äusserst häufige Besuche der Unterrichtsbehörden, Bemängelung der Tätigkeit der Lehrinstitute, massenhafte Verweise an die Institute, Schliessung von einigen, übertriebene Forderungen von den, die Nationalgegenstände unterrichtenden Lehrkräften, – dies Alles im Zusammenhang mit dem Öffentlichkeitsrecht und infolge des Gesetzes.[2]

danken der Entnationalisierungsbestrebung entsagt hat, wird leicht einsehen, dass der zweisprachige Unterricht zwecklos ist und bloss der Entnationalisierung dient. Man müsste den Kirchen das Recht einräumen, unter der Aufsicht des Staates Schulen zu erhalten. Der Staat aber errichte nur dort Schulen, wo die Konfessionen nicht in der Lage sind, den Unterricht zu versehen." (Keleti Ujság, 1. II. 1929.)

Solche Kritik vonseiten eines Rumänen, über die auf das Partikular-Schulgesetz gestützte Schulpolitik, spricht mehr, als alle unsere Ausführungen.

[1] Obwohl der überwiegende Teil der Minderheitsschulen in der Zeit von 1918 bestand und Öffentlichkeitsrecht besass und obwohl der Minister bei den Konferenzen erklärte, er wäre zufrieden mit der Einsendung einer einfachen Namensliste der Schulen, verlangte er während der Durchführung von jeder einzelnen Schule ein solches Legitimationsverfahren, als wäre die Rede von der Errichtung neuer Schulen. Im Interesse der Wirkungsbewilligung und des Öffentlichkeitsrechtes einer uralten Lehranstalt waren 60—70 Dokumente zu beschaffen und beizulegen. (Die 7 Obergymnasien unseres Status brauchten deren 416). Nachdem ein Teil der eingereichten Dokumente im Ministerium verloren ging, mussten fast alle Schulen ihre Dokumente zweimal (manche auch dreimal) einsenden.

Die Öffentlichkeitsberechtigung mancher Schulen ist noch heute nicht erledigt. Es geschah im Mai 1928, dass Unterrichtsminister Anghelescu nacheinander mehreren unserer Obergymnasien und Kloster-Mädchenbürgerschulen das Öffentlichkeitsrecht entzog. Unter dem Eindruck der allgemeinen Entrüstung aber, auf das Dazwischentreten des Oberhirten und der Ungarischen Partei hin, zog er seine Verordnung doch wieder zurück.

[2] Seit dem Entstehen dieses Gesetzes haben unsere Schulen übrigens unerhörte, nie dagewesene Quälereien zu ertragen. Die innere Administration der Schulen hat überwiegend in rumänischer Sprache zu erfolgen; für die Professoren- und Jugendbibliotheken sind nur mehr rumänische Bücher zu beziehen, nachdem es eine, die Existenz der Schule berührende Pflicht ist rumänische Bücher anzuschaffen, demzufolge bleibt zum Kauf ungarischer Bücher keine Deckung. Die Statuten der Jugendvereine (sogar der religiösen Vereine) müssen zur Begutachtung ihrer Regeln eingesandt werden, sonst können sie nicht weiter bestehen; das Zusammentreten der Pfadfinderkörperschaften wird in jeder Weise erschwert. Die Schüler sind verpflichtet nume-

Den auf die Ordensschulen bezüglichen 37. Abschnitt des Gesetzes hinsichtlich der rumänischen Unterrichtssprache derselben, befleissigte sich Minister Anghelescu schonungslos durchzuführen,[1] obzwar die überwiegend grössere Zahl deren Schüler ungarisch, die kleinere deutsch sind (rumänische Schüler sind fast nirgends, höchstens in ein-zwei Anstalten sehr wenige vorhanden) und obwohl der § 15 des Gesetzes mit einigem guten Willen die Möglichkeit bieten würde, dass die Muttersprache der Kinder als Unterrichtssprache gelten könnte. Darum ist

rierte, kostspielige Uniformen zu tragen; beim Abhalten einer Nationalfeier wünschte eine ministerielle Verordnung ausschliesslich rumänische Festreden, bei vorheriger Einsendung des Programmes. Es gelang zwar den ungarischen Abgeordneten dies ausser Kraft zu setzen, da aber die Behörden zu den Feierlichkeiten eingeladen werden, stehen die Lehranstalten hinsichtlich der rumänischen Sprache des Programmes noch heute unter einem gewissen moralischen Zwang. Das Gesetz schreibt vor, die Zeugnisse der IV. Elementarklasse in den Minderheitsschulen müssen von staatlichen Funktionären unterzeichnet sein. Der Schulinspektor (Revisor) des Komitates Csik verweigerte die Unterfertigung der Zeugnisse und verhinderte auf diese Weise die Aufnahme der betreffenden Schüler in die I. Mittelschulklasse, nachdem er bei der Schlussprüfung nicht anwesend war — obwohl die interressierten Schulen ihn vom Zeitpunkt der Prüfung verständigten. Die Errichtung staatlicher Elementarschulen wurde auf Kosten der Gemeinde in solchen rein ungarischen Gemeinden erzwungen, wo schon eine konfessionelle Schule bestand; zu diesem Zweck wurde die konfessionelle Schule weggenommen und in der Folge noch mehrere katholische Schulen im Laufe des Jahres 1928. An anderer Stelle ist die Chicane um die Anmeldung zur Aufnahme in konfessionelle Schulen schon erwähnt. Hier sind nur einige Beispiele vorgebracht, denn es würde Bände ergeben, wollte man bei jeder Schule die Unterdrückungsmomente des Unterrichtsabsolutismus aufzeichnen.

[1] Anghelescu erliess mit seinen Verordnungen No. 2547/1928, 2557/1928, 14.436/1928 usw. den strengen Befehl, in einigen, unter Führung von Ordensmitgliedern stehenden Schulen die rumänische als Unterrichtssprache einzuführen, obwohl in dem mit dem Heiligen Stuhl geschlossenen Vertrag (Concordat) die rumänische Regierung im XIX. Abschnitt den Ordensschulen das Recht zugestand, ihre Unterrichtssprache selbst zu bestimmen. Um den obigen Verordnungen auch im Concordat Grundlage zu verschaffen, reichte die Regierung durch Titulescu am 20. Juli 1920 zum Heiligen Stuhl ein Gesuch ein, laut welchem sie die derartige Auslegung obigen Concordatsabschnittes wünschte, als dürften jene Ordensschulen nicht das Recht der Bestimmung der Lehrsprache gebrauchen, in denen die Unterrichtssprache schon rumänisch ist. Anghelescu beabsichtigte mit obigen Verordnungen, wenn nicht alle, so einen Teil der Schulen unter der Leitung von Ordensmitgliedern mit einemmal in rumänische umzuwandeln, um auf diese Art die Ausserkraftsetzung der prinzipiellen Bestimmungen des Concordates vorzubereiten, mittels einer nachträglichen, einschränkenden Erklärung.

auch hierin das Resultat: Erbitterung der Eltern und in den Schulen unhaltbare didaktische Situation, zum Schaden der Schüler.

Das an und für sich ungünstige und missdeutbare Gesetz wurde von Unterrichtsfachleuten noch ungünstiger ausgelegt und führte zum System der Namensanalyse mit allen ihren Folgen. In der Geschichte der Minderheiten wird diese Namensanalyse ein gesondertes Kapitel darstellen. Der Kern derselben ist, dass Schüler ungarischer Muttersprache aus den Minderheitsschulen mit ungarischer Unterrichtssprache ausgeschlossen werden, mit der Begründung, ihr Name habe keinen ungarischen Klang.

Einleitende Verfügung hiezu war die Verordnung No. 98.405 – 1926 des Unterrichtsministeriums gegen die *ausnahmslose Aufnahme von Schülern ungarischer Muttersprache* in ungarische Minderheitsanstalten. Diese ist hier übersetzt gleichzeitig wiedergegeben mit der, seitens unseres *Direktionsrates* an den Minister des Innern und an den Justizminister gerichteten *Verwahrung.*

Dokum. No. XXIX., XXX.

Die Unterrichtsbehörden schlossen aus den ungarischen Minderheitsschulen nicht nur die ungarischen Juden aus, sondern begannen auch die armenischen Schüler auszuscheiden und sogar solche, deren Name nicht ungarisch klang.

Den auf die Muttersprache bezugnehmenden Abschnitt 35 des Gesetzes auf Nationalitätsgeleise hinüberschiebend, deutete man dahin, man dürfe in ungarischen Minderheitsschulen nur Kinder ungarischer Nationalität aufnehmen und solche seien nicht als zur ungarischen Nationalität gehörig zu betrachten, die einen Namen von fremden Klang (deutsch, slawisch, eventuell rumänisch) tragen.[1]

Mit der Bestimmung dessen, wer Ungar ist, wer nicht, verfuhr man so willkürlich, dass diesem namensanalysierenden behördlichen Eifer auch zahlreiche stockungarische Schüler zum Opfer fielen. *Die Verordnung No. 33.866 – 1927* des Unterrichtsministeriums *ist ein Schulbeispiel für diese Gesetzerklärung.* In keinem Gesetz oder keiner Verordnung ist die verkappte rumänisierende Tendenz so kleinlich erkennbar, wie in dieser Verordnung, welche der Willkür der Unterrichtsbehörden freies Feld bietet.

Dokum. No. XXXI.

[1] Der in Frage stehende § 35 lautet wörtlich: „In solchen Partikularschulen, deren Muttersprache eine andere ist, als die Staatssprache, bestimmen die Erhalter der Schule die Unterrichtssprache. Nur solche Schüler können in diese Schulen aufgenommen werden, deren Muttersprache mit der Lehrsprache der Schule übereinstimmt."

Die ungarischen Minderheitskonfessionen, im Besonderen der röm. kath. Status, der sich durch seine Schüler von der Namensanalyse am meisten angegriffen fühlte, widersetzte sich diesem neuartigen behördlichen Kniff am entschiedensten. Mit diesem Kniff ist man seit 1926 unentwegt bestrebt, einesteils den Bestand der einen oder anderen Minderheitsschule zu verringern [1], anderenteils in der Schuljugend, der Zukunftshoffnung überaus wertvolle Zweige vom Stamme des Ungartums abzutrennen.

Der Aufschub der Öffentlichkeitsberechtigung, das Verfahren der Namensanalyse, das fortwährende Hinausschieben der Staatssubvention, das System des Unterrichtsregimes überhaupt, bewog die Führer der ungarischen Minderheitskonfessionen alle, jedoch jede Konfession für sich, durch einen neuen Schritt den Versuch zur Besserung der Lage zu unternehmen. Das ans Rudergelangen der Maniu-Regierung schien hiezu günstige Gelegenheit zu bieten. Von der, mit dem Programm der Karlsburger Beschlüsse und der Rechtsachtung zur Macht gelangten Regierung erwarteten sie mit Recht eine Änderung des Systems. Im Vertrauen darauf reichten sie, bald nach Antritt

[1] Ein bezeichnender Fall war die Ausscheidung der Schüler des Obergymnasiums von Csikszereda. Der im Sinne des Gesetzes seine Pflicht ehrlich erfüllende Direktor war, zugleich mit seinen Schülern, das Opfer des Vorfalles. Im Interesse der Lehranstalt war der röm. kath. Status gezwungen, den gewissenhaften, tüchtigen Direktor zu versetzen. Noch merkwürdiger war der Fall der kath. Schulen des Zsiltales, wo die Schulbehörden im Schuljahre 1927—28 224 Schüler ungarischer Muttersprache ausschlossen mit der Begründung, ihre Namen hätten keinen ungarischen Klang.

Unsere, *an die Ungarische Partei gerichtete Bitte* enthält die getreue Wiedergabe dieser Methode. Dokum. No. XXXII., XXXIII.

Senator Dr. Elemér Gyárfás von der Ungarischen Partei karakterisierte in seiner Rede im Anschluss an die Mittelschulfragen am 7. Mai 1929 diese „Schulpolitik" folgendermassen: „Der derzeitige Unterrichtsminister Herr Costächescu zeichnete in seiner, auf eine Interpellation gegebene Antwortsrede, der öffentlichen Meinung mit einigen Strichen das furchtbare Bild des Unterrichtsportefeuilles. Der Herr Minister sprach bei dieser Gelegenheit von der in der Unterrichts-Administration herrschenden Anarchie, von der Disziplinlosigkeit, der Unehrlichkeit, der Verschwendung der Gemeingelder, vom wahnsinnigen Tanz der Millionen ... Angesichts dieses, vom Herrn Minister gezeichneten Bildes und täglich in den Zeitungen von Betrug, Unterschlagungen, verschiedenen Manipulationen mit Lehrbüchern lesend, von greulichen geschlechtlichen Ausschweifungen, die manche sogenannte Unterrichtsfunktionäre begingen, da verstehen wir, warum diese Herren so argen Eifer und so grosse Tätigkeit gegen unser Volk und unsere Kultur entfalten: darum tun sie es, um ihre eigenen Sünden mit dem Schwenken der Trikolore und dem Hinweis auf ihre grosse nationale Arbeit zu bemänteln, um auf diese Weise ihre gefährdete Volkstümlichkeit wiederzugewinnen. Diese unglückselige Schulpolitik stiess uns in den Wirbel der Verzweiflung." (Siehe: „Magyar Kisebbség" 16. Mai 1929. Seite 398—399).

Dokum. No. XXXIV., XXXV.

Maniu's, zur gesamten Regierung eine Denkschrift mit ihren Bitten ein, unterstützt von der Ungarischen Partei, die ihre allgemeinen Beschwerden und Klagen der Minderheit ebenfalls in einer Denkschrift niederlegte. [1]

An der Rechtslage der Minderheitsschulen war durch die sogenannte *Mittelschulreform* nichts geändert, wohl aber am Mittelschulunterricht selbst, der dadurch ganz neue Grundlage erhielt. [2] Die Reform brachte anstelle der VIII-klassigen Mittelschule, welche klassische, moderne und reale Abteilungen hatte, VII-klassige einheitliche Mittelschule mit einheitlichem Lehrplan, hauptsächlich das französische Lycée-Muster nachahmend, mit dreiklassiger unterer und vierklassiger höherer Abteilung. Es ist interessant und lehrreich, in das, zur Vorlage genommene System der französischen Mittelschule einen Einblick zu tun.

Der moderne französische Mittelschulunterricht beruht auf der Reform von Leygues vom Jahre 1902. Leygues vertrat beim Grundriss seiner Reform drei Gesichtspunkte: die realen Bedürfnisse des Landes im Verband mit den modernen sozialen Anforderungen; die allgemeine Kultur im Verband mit den notwendigsten Kenntnissen zum künftigen Beruf des Jünglings; die Befähigung des Jünglings dazu, dass er das, seinem Talent, seiner Berufung oder den Anforderungen seiner Heimat am besten entsprechende Studium wählen könne.

[1] Auch nach der Eingabe der Gesuche wird das Ausscheiden der Schüler mittels Namensanalyse fortgesetzt. Die Öffentlichkeitsberechtigung vieler Schulen ist unerledigt. Die Regierung der National-Bauernpartei wies den Minderheitsschulen für das Jahr 1929 eine Staatsunterstützung von 25 Millionen Lei an und zahlte sie auch aus. Für das Jahr 1930 aber nur 18 Millionen Lei, also 28% weniger als vorher und hat selbe bis heute (1931. III. 1.) noch nicht ausgezahlt. Zu den Minderheiten zählt sie *nicht nur die etnischen Minderheiten* (Ungarn, Deutsche, Juden, Türken, Bulgaren etc.), sonden auch die nicht rumänischen Kirchen des Altkönigreiches, so die römisch-katholischen Bistümer von Bukarest und Jassi. Folglich fiel von den 25 Millionen vom Jahre 1929 auf die römisch-katholische Diöcese von Siebenbürgen eine Summe von 3,489.282 Lei, wovon eine Lehrkraft durchschnittlich ungefähr 6500 Lei bekam. Aus der Staatsunterstützung von 1930, wenn selbe wirklich ausgezahlt wird, fällt auf die Siebenbürger Diöcese die Summe von 2,412.282 Lei, wovon eine Lehrkraft ungefähr 4500 Lei bekommt.

[2] Zu Anfang des Jahres 1928 berieten beide Häuser der Gesetzgebung lange über den Gesetzentwurf der Mittelschulreform. Eigentlich unterbreitete Petrovici, der Unterrichtsminister der Averescu-Regierung den Gesetzentwurf, konnte ihn aber nicht erledigen, weil mittlerweile die Averescu-Regierung stürzte. Unterrichtsminister Anghelescu der nachfolgenden Brătianu-Regierung verfasste eine neue Vorlage auf Grund seines früheren Entwurfes. Sein Antrag legte die Basis zu den parlamentarischen Konferenzen und wurde, von der Gesetzgebung in andere Form gebracht, am 8. Mai 1928 durch königliche Verordnung zum Gesetz erhoben.

(Fortsetzung folgt.)

Director şi redactor răspunzător: Dr. Elemér Jakabffy.
Tipografia Husvéth şi Hoffer, Lugoj.